Le temporel de l'abbaye Saint-Nicolas d'Angers au XVIII^e siècle : les dîmes

Jean-Louis Guitteny

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/278>

DOI : 10.4000/abpo.278

ISBN : 978-2-7535-1511-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2008

Pagination : 101-133

ISBN : 978-2-7535-0772-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Louis Guitteny, « Le temporel de l'abbaye Saint-Nicolas d'Angers au XVIII^e siècle : les dîmes », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 115-3 | 2008, mis en ligne le 30 septembre 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/278> ; DOI : 10.4000/abpo.278

Le temporel de l'abbaye Saint-Nicolas d'Angers au XVIII^e siècle : les dîmes

Jean-Louis GUITTENY¹

Chercheur indépendant

La perception de la dîme et les nombreux conflits qui s'y rattachent ont mobilisé beaucoup d'énergies à la fin de l'Ancien Régime, tant pour la justification des droits que pour la modernisation des papiers décimaux imposée aux preneurs des baux à ferme. Les juristes n'hésitèrent pas, témoignant par là des domaines privilégiés de l'activité judiciaire de l'époque, à produire de gros ouvrages pour préciser la nature des dîmes. On y trouvait exposés les droits de chacun dans un enchevêtrement de « cantons » ou « traits de dîmes », propice aux querelles, ainsi que les quotités étalant au grand jour des inégalités frappantes². L'étude du temporel de l'abbaye Saint-Nicolas d'Angers ne peut pas échapper à l'analyse de cette partie du revenu que représentaient les dîmes. Par delà la relative froideur des chiffres collectés, l'occasion est trop belle pour ne pas tenter de dépasser la simple énumération du temporel de l'abbaye et de regarder ce que les dîmes nous révèlent tout à la fois sur l'aménagement de l'espace rural sur lequel s'étend la domination du monastère et sur les relations de

1. Je remercie très sincèrement M^{me} Brigitte Maillard, professeur émérite à l'université de Tours, qui a bien voulu accompagner de ses conseils avisés la rédaction de cet article.

2. DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale : conféré avec les maximes et la jurisprudence de France*, 3^e édition, Lyon, 1761-1776, 4 vol., expose la grande diversité de la dîme. DU PERAY, Michel, *Traité historique et chronologique des dixmes suivant les conciles, constitutions canoniques, ordonnances, etc., coutumes du royaume, conformément aux arrêts*. Nouv. édit. revue, corrigée et augmentée par J. Louis BUNET, Paris, Paulus du Mesnil, 1748, t. I, p. 90, détaille avec précision la nature et les droits de différents bénéficiaires. Nous aurons l'occasion de revenir sur ses prises de position sur certains types de dîmes, les noales en particulier. LA POIX DE FRÉMINVILLE, *Traité historique de l'origine et de la nature des dixmes et des biens possédés par les ecclésiastiques en franche aumône et de leurs charges*, Paris, 1762, xiv-468 p. et cartes. Les auteurs se livrent, avec une grande précision de détails, à l'énumération, à la description minutieuse de la nature des dîmes et des produits concernés ainsi que des quotités. Les intentions semblent ici parfaitement claires : apporter une aide précise et factuelle aux instances judiciaires appelées à connaître des conflits sur le sujet.

la communauté monastique avec son environnement, fermiers, familiers, clergé paroissial ou notabilités, propriétaires à la campagne. Mais avant de regarder comment à l'abbaye Saint-Nicolas, l'abbé et les religieux géraient les dîmes de leur temporel, il n'est pas inutile de resituer l'objet de cette imposition et la manière suivant laquelle elle était collectée, avant d'en envisager le rendement³.

Les documents légués par l'abbaye Saint-Nicolas concernant les dîmes sont relativement peu nombreux. Ils sont de deux ordres : des baux passés dans le cadre de la gestion de ces dîmes, et des livres de comptes, les « lièves », mis en place après le concordat de 1670⁴ pour suivre, séparément de la mense abbatiale, la nouvelle mense conventuelle unie⁵. Au total, il s'agit de 89 baux pour 13 dîmes différentes, qui concernent principalement la mense conventuelle et pour une moindre part la mense abbatiale, auxquels il convient de rattacher quelques « traits de dîme » isolés, répartis dans le diocèse et que l'on a pu identifier lors de l'étude des autres constituants du patrimoine de l'abbaye, seigneuries ou prieurés. La pauvreté relative de ce corpus documentaire ne doit pas nous étonner. La dîme, en effet, ne représente pas à Saint-Nicolas, comme elle peut le faire dans d'autres abbayes⁶, une part importante des revenus, même s'il n'est pas aisé d'en déterminer le pourcentage de façon précise. Les différentes natures de dîmes conjuguées avec des modes de faire-valoir variés ne permettent

3. Prolongeant l'activité des juristes du XVII^e siècle : MARION, Marcel, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1923, p. 172-178 puis CABOURDIN, Guy et VIARD, Georges, *Lexique historique de la France d'Ancien Régime*, Paris, 1999, 333 p., rassemblent en quelques pages les principes de fonctionnement de cette redevance due au clergé.

4. Les moines de l'abbaye Saint-Nicolas opposèrent une résistance tenace à la volonté de réforme de la hiérarchie de l'Église catholique. Henri Arnaud, évêque d'Angers et abbé de Saint-Nicolas, réussit avec l'aide des bénédictins de l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés à imposer un retour à une observance plus stricte de la règle de saint Benoît. Cette réforme du spirituel s'accompagna d'une redistribution des attributions entre les religieux et l'abbé et entre les religieux eux-mêmes, ainsi que du temporel qui y était lié. Un concordat fut établi entre les parties en 1670 mais n'entra réellement en application qu'après 1672.

5. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 444, H 447 et H 453. Au hasard de la consultation de la partie de la série H consacrée à Saint-Nicolas on a pu trouver quelques textes complémentaires, en particulier de rares papiers décimaux de quelques dîmes. Mais il n'existe que peu de textes relatifs aux inévitables conflits qu'engendrait la pratique de cette redevance et qui nous permettraient de connaître le regard différencié que portaient les assujettis à l'impôt et les décimateurs. Tout au plus a-t-on des déclarations de curés de paroisse exigées par l'administration en 1790, pour permettre l'évaluation des pensions à verser à la suite de l'abolition des dîmes.

6. Dans deux abbayes du Sud-Ouest étudiées par Philippe LOUPÈS, l'abbaye de Saint-Sever et l'abbaye de la Sauve-Majeure, les revenus pouvaient être « constitués pour les neuf dixièmes de dîmes ». LOUPÈS, Philippe, « L'Abbaye de la Sauve-Majeure, de sa fondation à nos jours. » dans *[L']Entre-deux-mers et son identité. Actes du cinquième colloque tenu à la Sauve-Majeure les 9, 10, 16, 17 septembre 1995*, Comité de liaison de l'Entre-deux-mers (CLEM), 1996, p. 309. Goudot, Grégory, « Monachisme clunisien et vie rurale sous l'Ancien Régime. Le cas auvergnat de Menat aux XVII^e et XVIII^e siècles. », *Histoire et sociétés rurales*, n° 25, 1^{er} semestre 2006, p. 15.

Localisation des biens et des revenus de l'abbaye Saint-Nicolas

que de donner une estimation du revenu de celles-ci face au revenu global encaissé soit par l'abbé soit par les religieux⁷. Aucune étude sur les revenus de Saint-Nicolas ne nous permet de dire si cette situation a évolué au cours des derniers siècles de l'Ancien Régime, pas plus que nous ne sommes informés sur l'origine de ces dîmes. Ont-elles été instituées très tôt lors de la création de l'abbaye, en lien avec une charge pastorale à exercer dans les paroisses, ou usurpées par quelque seigneur laïque et

7. MICHEL, Louis, « La dîme et les revenus du clergé d'Anjou à la fin de l'Ancien Régime », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest (Anjou, Maine, Touraine)*, Tome 86, 1979, p. 565-605. L'auteur estime les dîmes pour la mense abbatiale à 5000 livres, soit 13,3 % du revenu total brut, et à 6000 livres pour la mense conventuelle, soit 14,3 % du revenu total brut (p. 586). Ces chiffres placent l'abbaye Saint-Nicolas dans le groupe des institutions de l'Anjou, « où les fruits du prélèvement ne fournissent qu'un appoint au revenu total » (p. 587). Si la moyenne s'établit pour l'ensemble des principales institutions à 22 %, pour certaines d'entre elles, chapitres Saint-Laud, Saint-Pierre et Saint-Maurice, abbaye Saint-Florent, « la dîme représente entre trois et quatre dixièmes du revenu total » (p. 587).

restituées par la suite comme cela a souvent été le cas pour certaines dîmes que l'on trouve dans le temporel des abbayes ? Sont-elles le résultat d'échanges ou d'acquêts ?

De toute manière, seules seront prises en compte celles qui figurent lors de l'établissement des lots du partage de 1670⁸, réparties entre l'abbé⁹ et les religieux¹⁰ et que nous retrouvons pendant tout le XVIII^e siècle. La nuit du 4 août 1789 et les décrets pris par l'Assemblée Nationale par la suite les feront disparaître. Malgré cette abolition, on procéda une dernière fois à la levée des dîmes en 1790 comme le montrent les déclarations envoyées à « Messieurs les Administrateurs du district d'Angers [...] pour satisfaire aux décrets de l'Assemblée nationale, pour la présente année 1790 » par les curés de paroisses¹¹.

Les différentes dîmes

Le principe

« La dîme est une portion des fruits de la terre ou des troupeaux, que les fidèles doivent payer à l'Église pour l'entretien des ministres ecclésiastiques. » C'est ainsi que Louis de Héricourt commence l'article sur les dîmes¹², dans son ouvrage, *Les lois ecclésiastiques en France*. Il précise tout de suite que « cette portion n'est pas toujours la dixième partie des fruits [...] » mais que dans quelques endroits « c'est la douzième gerbe de bled [...] suivant l'usage de chaque paroisse ». Toutes les études sur les dîmes s'efforcent de préciser la notion de quotité attachée au prélèvement et sont toutes d'accord pour dire que la dîme n'était pas la dixième partie de la récolte mais une certaine quantité comme un douzième ou un vingtième, ou moins encore, suivant les endroits et les produits. Des enquêtes très documentées l'ont confirmé depuis longtemps¹³.

8. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 400. Avec le concordat on procéda à un partage des biens de l'abbaye en trois lots en principe égaux, un pour l'abbé, un pour les moines et un pour subvenir aux charges de l'abbaye. Ce principe de partage en trois lots se retrouve dans un certain nombre d'abbayes lors de l'introduction de la réforme de Saint-Maur : GOUDOT, Grégory « Monachisme clunisien... », *loc. cit.*, p. 13, note 11.

9. Dîmes de Saint-Clément-de-la-Place, de La Meignanne, d'Ingrandes, des Verchers, de Vilnière, de Marcé.

10. Dîmes de Beaucouzé, de Felinnes, du Lion d'Angers, de la Valinière, de Jumelles, de Contigné, des Champs Blancs, de Meigné, de l'Aumosnerie, de l'Hôtellerie, de Saint-Philbert-du-Peuple.

11. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1200 et 1 Q 1226 pour les estimations du temporel des paroisses de Saint-Clément-de-la-Place et de La Meignanne. Mr Baril curé de La Meignanne signe le compte le 11 mars 1791.

12. HÉRICOURT, Louis de, *Les lois ecclésiastiques en France*, Neufchâtel, 1774, p. 587, col 1. On retrouve mot pour mot la même définition dans : DENISART, J.-B., *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*. Paris, 7^e édition, Veuve Desaint, 1771, t. II, p. 113.

13. GAGNOL, Paul, *La Dîme ecclésiastique en France au XVIII^e siècle*, Paris, J. de Gigord, 1911, 435 p.

Le droit de lever la dîme était, dans son principe, un privilège de l'Église et particulièrement, de par sa destination à l'origine, un droit des desservants des lieux de culte, pour subvenir à leurs besoins matériels pendant qu'ils accomplissaient leur fonction pastorale, pour assurer l'entretien des lieux de culte et aider les pauvres. Mais l'Église n'avait pas su garder ce monopole. Aussi, en Anjou comme ailleurs, certains laïcs prenaient des dîmes au titre de « dîmes inféodées ». Ces dernières s'apparentaient bien davantage à un droit seigneurial et désignaient « toute dîme tenue en fief d'un seigneur laïc, à foy et hommage, et moyennant un service féodal quelconque ». En dehors des aveux rendus par les prieurs de Bécon à la baronnie de Bécon¹⁴, ce type de dîme est inconnu dans les archives de l'abbaye Saint-Nicolas. On peut d'ores et déjà noter, dans la circonstance, que la dîme perdait son caractère originel pour devenir un droit seigneurial comme les autres. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

Le prélèvement de la dîme était universel et donc aucune terre portant des fruits ne devait y échapper. Des tentatives étaient bien sûr menées pour soustraire certaines surfaces cultivées aux collecteurs des dîmes. Les enclos, les ouches¹⁵, les jardins recevant des cultures potagères destinées à la consommation familiale étaient en théorie exempts de dîmes. Cela n'allait pas toujours sans discussion ni contestation¹⁶. Il est évident que décimateurs ou cultivateurs, chacun pour des motifs opposés, convoitaient ces surfaces, les plus proches des habitations, objets de soins et de fumures particuliers, aux rendements sans comparaisons. Devait-on les inclure dans le papier décimal et leur imposer la dîme ? D'autant plus que souvent des cultures de chanvre et de lin, voire de grains, y étaient installées. En réalité, la possibilité de lever la dîme ne dépendait pas de la qualité de la terre mais de la nature et de l'espèce des fruits. Si les grains de toutes sortes, les pois, les fèves, le chanvre, le lin, auxquels il faut ajouter le vin, constituaient l'essentiel des dîmes ramassées, la dîme n'était pas perçue sur « des bois, des étangs, des herbes, des haults fruits ». Ainsi, en Anjou, de larges secteurs de la production agricole échappaient à l'impôt ecclésiastique. Les grands animaux, les bovins en particulier et les produits laitiers qui y étaient associés ne subissaient aucun prélèvement de dîme.

C'est ainsi que sous le vocable de dîme étaient placées des situations de nature assez différente. Il convient donc d'en dresser une liste suffisamment

14. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 592.

15. Ouche : « Terrain clos, situé à proximité de la maison, mais qui ne se confond pas avec le jardin. C'est une petite parcelle plantée d'arbres fruitiers, de plantes textiles (chanvre) bien fumée... » C'est, par exemple, sur ces surfaces que l'on essaie les cultures nouvelles, la pomme de terre en particulier. LACHIVER, Marcel, *Dictionnaire du monde rural, les mots du passé*, Fayard, Paris, 1997, p. 1226.

16. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 406. Ainsi à Saint-Clément-de-la-Place où l'abbé de Saint-Nicolas était gros décimateur, « le sieur curé a seul le droit de percevoir toutes espèces de dixmes en tous les jardins de sa dite paroisse ». Papier décimal de la paroisse de Saint-Clément-de-la-Place, 1789.

exhaustive pour comprendre les situations complexes décrites par certains textes. On peut les répartir en quatre catégories.

Les catégories de dîmes

Les « grosses dîmes » étaient celles que l'on prélevait sur les gros fruits, c'est-à-dire sur la culture principale de l'endroit, celle qui occupait les champs le plus longtemps. Il est facile d'imaginer que même cette règle simple était sujette à interprétation car s'il n'y avait aucun doute sur le fait que les grains faisaient partie des productions sujettes aux grosses dîmes, il n'en allait pas de même de certaines autres cultures. En Anjou par exemple, les fèves pouvaient être considérées comme relevant des grosses dîmes¹⁷ ; elles étaient considérées, dans la partie saumuroise de la vallée de la Loire, comme faisant partie des gros fruits parce qu'elles s'intégraient dans « une rotation biennale avec le froment¹⁸ ». Cependant nous ne trouvons pas de confirmation de cette interprétation en ce qui concerne les dîmes récoltées par les religieux de Saint-Nicolas dans les paroisses de la Vallée, de Chênehutte ou Les Tuffeaux, dîme appelée également « les Félines ». Et il faut même attendre un bail de 1724 pour voir énumérer « vin, bled, chanvres et autres fruits » et constater ainsi que l'on veut aussi associer aux grosses dîmes d'autres productions, sans autres précisions. On retiendra malgré tout, de manière générale, la clause du bail des dîmes de La Meignanne¹⁹ qui décrit les grosses dîmes comme « dixmes des grands bleds, seigle et avoines et autres », qui se partagent entre l'abbé, pour les deux tiers, et le curé, pour l'autre tiers.

Le même bail nous précise, dans une clause suivante, une autre catégorie de dîme que l'on rencontre à peu près partout en Anjou comme en France, les « menues et vertes dîmes », sans préciser la nature des produits collectés. On trouve, par contre, une description de ces dîmes dans le contrat que passent les religieux de Saint-Nicolas pour les dîmes du prieuré de Beaucouzé²⁰. Ils afferment les seules « menues et vertes dîmes » et précisent à cette occasion qu'il s'agit des « pois, fèves, vesses, orges, lins, chanvres, cochons, aygneaux et bleds noirs ». Même si le contrat dépasse ce qui d'ordinaire compose les vertes dîmes, on y trouve les deux types de produits qui sont sujets à prélèvement sous cette dénomination : ce sont les plantes textiles, lins et chanvres, et les pois ou fèves. Comme il a été

17. MICHEL, Louis, « La dîme et les revenus du clergé... », *loc. cit.*, p. 567.

18. LEBRUN, François, *Les hommes et la mort en Anjou aux 17^e et 18^e siècles. Essai de démographie et de psychologie historiques*, Paris/La Haye, Mouton, 1971, p. 64, cite l'enquête de 1746 où le subdélégué de Saumur écrit : « Les fèves (sont) cultivées dans les terres où se recueille le froment ; on les sème alternativement d'année en année, et les fèves rendent la terre propre au froment l'année suivant ».

19. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 292, bail à ferme des dîmes de La Meignanne, 18 juillet 1733.

20. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 281, bail à ferme des dîmes de Beaucouzé, 3 juillet 1724.

vu plus haut, les grosses dîmes étaient prélevées sur les parcelles les plus vastes, celles occupées par les céréales les plus importantes, les grands bleds, froment et seigle, qui ne pouvaient donc pas facilement échapper aux collecteurs des dîmes. Par contre, les plantes soumises aux vertes et menues dîmes étaient cultivées dans les jardins, les ouches et autres petites surfaces. S'il était facile de surveiller les exploitations installées dans les bourgs ou autour, et de prélever l'impôt ecclésiastique, il était plus compliqué de contrôler les métairies ou les closeries dispersées, plus ou moins facilement accessibles et de prélever la dîme. Cela pouvait, pourtant, représenter une partie non négligeable du revenu. Mais il n'était pas forcément aisé de recenser tous les endroits où se pratiquaient ces cultures. Le lin et le chanvre nécessitaient, une fois récoltés, des travaux qui exigeaient du temps et du savoir-faire. Tout cela était coûteux et diminuait de façon certaine le revenu du décimateur. Si l'on ajoute à cela qu'en dehors du cas d'un curé desservant la paroisse, le décimateur ne résidait pas nécessairement sur les lieux, on comprend facilement pourquoi ces dîmes étaient le plus souvent affermées.

Nous avons vu que le bail des dîmes du prieuré de Beaucouzé de 1724 associait dans les menues dîmes des productions végétales et des animaux, agneaux et cochons. Ce prélèvement sur les petits animaux était souvent décrit à part des autres dîmes et portait le nom de « charnage » ou « prémisses ». Les grands animaux, les bovins en particulier, n'étaient pas concernés par cette dîme qui était réservée, en principe, aux curés des paroisses. C'était une façon de prélever la dîme sur le croît du petit bétail. Les religieux de l'abbaye Saint-Nicolas, bien que n'ayant plus de fonction pastorale dans la paroisse, prélevaient quand même le charnage. Le cellérier, dans son livre de recettes, en regard des comptes de l'année 1697 a placé quelques annotations où il mentionne la part restant due par certaines métairies ou closeries²¹. Le bail de la closerie de Beaucouzé de 1719 précise la manière suivant laquelle le ramassage se ferait au « treizième agneaux et cochons de lai²² ». Sans entrer dans le détail compliqué des calculs qu'impliquait une

21. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 444. Cette « liève » (livre de comptes) a été utilisée de 1672 jusqu'à vers 1705. Le cellérier de Saint-Nicolas y a noté avec précision toutes les sommes reçues au titre de la mense conventuelle. Nous y retrouvons donc toutes les dîmes qui étaient affermées, avec les montants et les paiements reçus des preneurs. Nous ne possédons pas, par contre, de registre pour les dîmes que les religieux faisaient « valloir par [leurs] mains ». Il est vrai que seules les « grosses dîmes » du Prieuré de Beaucouzé échappaient à la règle de l'affermage. En face du compte établi le 7 décembre 1698 pour le métayer de La Pierre, le cellérier a noté « doit 8 petits cochons de 1697 » (p. 379 recto). Le 14 décembre 1698 pour la métairie du Pin « doit pour la dixme de 1697 12 cochons et 1698 9 cochons » (p. 377 recto). Même chose pour la métairie du Grand-Tertre « 4 petits cochons pour 1697 et 8 agneaux » (p. 277 recto) etc. Ces « pense-bête » du cellérier que l'on ne retrouve qu'à cette date et nulle part ailleurs dans les autres registres de comptes jusqu'en 1789 tendraient à montrer que les religieux prélevaient bien le charnage et en gardaient des traces. On ne sait pas, en revanche, déterminer sur quel secteur géographique le prélèvement était effectué.

22. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 7 123, bail à ferme des dîmes de Beaucouzé, 18 novembre 1719.

telle quotité – il n’était pas envisageable de partager un animal – on peut facilement imaginer que des aménagements en espèces, répartis dans le temps, étaient nécessaires pour garder un peu de cohérence au système et éviter les contestations. Pour cela, des forfaits payés en deniers venaient ajuster de part et d’autre le calcul. Comme pour les menues et vertes dîmes l’exercice de ce droit demandait des moyens. Il fallait contrôler les bergeries et les toits à porcs, transporter les produits, les dîmes étaient « quérables » le plus souvent. En plus il fallait une bonne connaissance des lieux et des gens pour démêler des situations souvent complexes. Les entorses à la règle générale étaient, en effet, multiples et n’étaient pas spécifiques à la région angevine. On les constate ailleurs également²³. Cela montre que toute généralisation sur le terrain des dîmes est pour le moins hasardeuse et peut être sujette à contestation. En 1774 le juriste Louis de Héricourt, déjà, ne pensait pas autrement quand, après avoir justifié les droits aux dîmes des curés par cette jolie formule : « C’est pourquoi les Canonistes disent qu’il ne faut pas d’autre titre au Curé pour être décimateur, que le clocher de l’église paroissiale », il ajoutait, sans relever la plume, que cette règle souffrait un grand nombre d’exceptions²⁴.

Dans ce catalogue des dîmes, une dernière catégorie apparaît dans pratiquement toutes les paroisses, ce sont les dîmes dites « novalles ». « On nomme dîme novale celle qui se perçoit sur les fruits des terres nouvellement mises en labour, et qui auparavant, ou étaient en friches, ou ne rapportaient pas de fruits sujets à la dîme²⁵ », ce que M. Marion résume de la manière suivante : les novalles portaient « sur des fonds nouvellement cultivés, ou nouvellement chargés de fruits décimables²⁶ ». Dès lors, la discussion pouvait s’ouvrir, et les conflits avec elle, lorsqu’un nouveau produit de la terre faisait son apparition. La dîme était-elle due²⁷ ? Suivant les affirmations des canonistes de l’époque, les novalles auraient dû rester dans les mains des desservants : « Un laïc ne peut prélever de novalles²⁸. » Une déclaration du 28 août 1759 « attribuait les dîmes novalles toujours aux curés, à l’exclusion des gros décimateurs » ; mais, moins de dix ans plus tard, en mai 1768, un édit revint sur cette attribution en les rendant aux gros décimateurs. Compte tenu de ces changements de procédure, les situations dans les paroisses étaient assez contrastées. À Beaucouzé, dans

23. BAULANT, Micheline, « Du bon usage des dîmes dans la Région Parisienne », in GOY, Joseph, et LE ROY LADURIE, Emmanuel, (éd.) *Les Fluctuations du produit de la dîme. Conjoncture décimale et domaniale de la fin du Moyen Âge au XVIII^e siècle (Congrès national de l’Association française des historiens économistes, 1, 1969)* Paris-La Haye, Mouton, 1972, 398 p. Micheline Baulant, après une description quasi identique des différents types de dîmes et de leurs composants rencontrés dans la région parisienne, ajoute clairement : « C’est une règle générale, mais qui souffrait d’innombrables exceptions », p. 30.

24. HÉRICOURT, Louis de, *Les lois ecclésiastiques...* op. cit., p. 587, col. 2.

25. DENISART, Jean-Baptiste, *Collection de décisions nouvelles...*, op. cit., t. III, p. 459

26. MARION, Marcel, *Dictionnaire des institutions de la France...*, op. cit., p. 173.

27. PONSOT, Pierre, « Les débuts du maïs en Bresse sous Henri IV », *Histoire et sociétés rurales*, n° 23, 1^{er} semestre 2005, p. 118-136.

28. DU PERRAY, Michel, *Traité historique et chronologique des dixmes...*, op. cit., t. I, p. 90.

sa déclaration aux administrateurs du district d'Angers en 1790, le curé Pierre Lesne décrit ses revenus et charges de la manière suivante : « La cure de Beaucouzé qui depuis que les curés ont abandonné leur domaine et les gros de bled que leur faisaient messieurs de Saint-Nicolas d'Angers consiste en trois cents livres de portion congrue payées d'avance par quartier²⁹. » À cela il ajoute des dîmes novalles qui « produisent en année commune environ soixante septiers de tous grains », dont les trois cinquièmes étaient du seigle³⁰. Le revenu ainsi assuré par les dîmes novalles, en année courante, au curé de Beaucouzé, est donc 1,8 fois supérieur à la portion congrue de l'époque. L'importance des dîmes dans la paroisse de Beaucouzé place le curé dans une situation tout à fait favorable au regard de ses confrères choisissant d'abandonner les dîmes contre l'attribution de la portion congrue. Ceci était possible depuis 1768³¹.

À Sainte-Gemmes-d'Andigné, près de Segré, la transaction passée devant notaire, le 21 mai 1756³², nous dit ceci : « Les religieux [qui] jouissent de toutes les dîmes tant anciennes que novalles, présentes et à venir dans toute la paroisse » accordent à Toussaint Chedanne, « prestre, curé et vicaire perpétuel de la paroisse de Sainte-Gemme » un canton nommé le petit quartier « pour lui tenir lieu de novalles [...] et de menues et vertes dîmes et prémisses³³ ». Il pourra ainsi lever sur ce canton toutes les dîmes « tant grosses, vertes que menues et prémices ». Les religieux de l'abbaye Saint-Nicolas étaient déjà présents dans la paroisse par l'entremise de leur prieuré de Sainte-Gemmes. Ils prélevaient toutes les dîmes novalles. En compensation ils abandonnaient, au curé, un secteur de la paroisse où il pourrait lever les dîmes et ainsi assurer son revenu. Les dîmes novalles étaient entre les mains de l'abbaye et avaient été détournées de leur destination d'origine. Nous ne connaissons pas ce que ces dîmes pouvaient rapporter au curé. Il n'est donc pas possible de comparer ce revenu à la portion congrue. On peut seulement penser que s'il l'a accepté cet échange ne lui était pas complètement défavorable.

29. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1189. On peut s'étonner de cette somme qui ne correspond pas à la pratique de la fin du XVIII^e siècle. En 1786 la portion congrue a été portée à 700 livres.

30. Le curé de Beaucouzé ne nous donne pas le détail des revenus de ses dîmes novalles. Ses voisins, les curés de La Meignanne ou de Saint-Clément-de-la-Place, sont plus précis, estimant le prix du setier de chaque céréale. En appliquant la même valorisation aux grains récoltés sur la paroisse de Beaucouzé on obtient les chiffres suivants : 360 livres pour le froment, 132 livres pour l'avoine et 756 pour le seigle. Au total, les grains des dîmes novalles du curé de Beaucouzé constituent un revenu brut que l'on peut estimer à 1 248 livres. Il s'agit là d'une estimation « année commune ».

31. Il convient, bien entendu, de noter que le rapport des dîmes était fonction de la récolte et que le curé qui choisissait la portion congrue s'assurait d'un revenu fixe.

32. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 bis 322 chez Me Portier le 21 mai 1756.

33. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 453, p. 321.

Un exemple de dîme : Saint-Clément-de-la-Place

Le papier décimal

Les situations dans les paroisses sont donc très variées et les écarts de revenu constatés entre les curés peuvent être importants. Nous ne possédons, pour la paroisse de Saint-Clément-de-la-Place, qu'un papier décimal³⁴ et quelques baux qui s'étalent de 1733 à 1767, c'est-à-dire peu de choses pour comprendre de façon certaine les choix faits par l'abbé pour gérer le ramassage, le traitement et le stockage des produits récoltés. Mais le papier décimal de Saint-Clément-de-la-Place est d'une exceptionnelle richesse et d'une rare précision. Il représente, sans doute, le plus intéressant document conservé, à propos de la dîme, à l'abbaye Saint-Nicolas. Tous les baux de dîmes que l'on a pu consulter concernant l'abbaye Saint-Nicolas comportent une clause imposant aux preneurs du bail de remettre un papier décimal, parfois appelé aussi papier terrier, en fin de période, contenant ce que l'on pourrait appeler l'assiette géographique de la dîme. Deux exigences devaient être respectées lors de la rédaction de ces documents. Tout d'abord une liste « modernisée » des noms des redevables avec les parcelles concernées devait être constituée; elle devait pouvoir servir pour la collecte et en cas de contestation. En second lieu cette liste devait être certifiée par deux personnes, très souvent des notaires. Nous ne possédons qu'une infime partie des documents qui ont certainement été rédigés à cet effet.

À Saint-Clément-de-la-Place le document est non seulement d'une parfaite calligraphie mais il présente une spécificité particulière. Un papier décimal en principe n'est rédigé que pour un décimateur, celui qui l'a demandé dans son bail. À Saint-Clément-de-la-Place, les trois décimateurs de la paroisse sont présents dans le papier décimal : l'abbé de Saint-Nicolas, le curé de la paroisse et le chapelain de la chapelle de Saint-Gilles desservie en l'église de Saint-Clément. Ce fait est tout à fait exceptionnel et nous éclaire sur l'importance relative de chacun. Quand, dans une paroisse, plusieurs gros décimateurs sont présents, le terrain peut être délimité par des bornes et les dîmes portent des noms. Nous trouvons ici : la Grande Dîme, la Petite Dîme, la Dîme des Chevaliers, la Dîme de la Doloye. Le partage est indiqué dans l'en-tête du papier décimal. Le tableau qui suit indique les

34. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 406. La dîme, pour la dernière fois, a été levée en l'année 1790. Ce « papier décimal des différentes dîmes de Saint-Clément-de-la-Place » représentant un très gros travail de conception et de rédaction, pas moins de 140 folios pour situer et décrire les parcelles faisant l'objet des différentes impositions, a été rédigé au mois d'août 1789. La levée de la dîme en 1790 est confirmée par P. Gagnol dans sa thèse, *La dîme ecclésiastique...*, op. cit., p. 124, faisant allusion aux comptes en 1791 du curé d'Angerville. Arch. Dép. de Seine-et-Oise, Q (1791). GAGNOL, Paul, *La Dîme ecclésiastique...*, op. cit. Les déclarations des curés des paroisses consultées – en particulier celle de Saint Clément – permettent de dire que les dîmes ont été prélevées encore au cours de l'année 1790.

superficies, en journaux et boisselées³⁵, pour chacune des dîmes, pour les 52 métairies, les 45 closeries et quelques « lieux », parcelles isolées, moulins qui constituent le territoire de la paroisse.

**Répartition des surfaces concernées par les dîmes
à Saint-Clément-de-la-Place pendant l'été 1789,
d'après le papier décimal³⁶**

	Grande Dîme		Novalles anciennes		Vignes actuelles et anciennes		Petite Dîme		Dîme de la Doloye		Dîme des Chevaliers		TOTAL	
	Journ.	boiss.	Journ.	boiss.	Journ.	boiss.	Journ.	boiss.	Journ.	boiss.	Journ.	boiss.	Journ.	%
Surface	629	179	432	480	147	124	705	329	217	69	381	396	2511	100
Abbé	415	-	-	-	73	-	-	-	-	-	127	-	615	24,5
Curé	214	-	432	-	74	-	705	-	217	-	127	-	1769	70,4
Chapel.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	127	-	127	5,1
Répar- tition	2/3 Abbé 1/3 Curé		100 % Curé		½ Abbé ½ Curé		100 % Curé		100 % Curé		1/3 Abbé, 1/3 Curé 1/3 Chap.			

Journ. = journal. Superficie totale des parcelles décrites pour chaque type de dîme sur la paroisse

Boiss. = boisselée. Évaluations des jardins qui ne sont pas inclus dans les dîmes

Le plus gros décimateur de la paroisse

Quel est, à la lecture de ce texte, le principal décimateur de la paroisse ? L'abbé pourrait apparaître comme le gros bénéficiaire des dîmes : il lève les deux tiers de la Grande Dîme. Cette appellation est trompeuse car elle ne rend pas compte des superficies attribuées à chacun. De plus le curé est seul à recueillir la Petite Dîme, les Novalles anciennes et la Dîme de la Doloye ; au total il lève des dîmes sur l'équivalent de 1769 journaux (soit environ 933 hectares), c'est-à-dire 70 % de la superficie totale concernée. Le curé de Saint-Clément annonce dans son compte présenté au district en 1790 : 2688 livres en année commune et 3216 livres pour l'année 1790³⁷. Si l'on prend pour comparaison le montant du traitement minimum accordé par la Nation lors de ses estimations des revenus des gens d'Église en 1790, c'est-à-dire 1200 livres, on est très loin des 300 livres de portion congrue auxquelles faisait référence le curé de Beaucouzé dans son état aux administrateurs du district³⁸. Monsieur François Etienne Pouyet, curé de Saint-

35. BENABEN, *Table de comparaison entre les anciennes mesures du département de Maine-et-Loire et celles qui les remplacent dans le nouveau système métrique*, Angers, Bouton, an VII. Le journal est égal à 60 perches de 25 pieds soit 0,5273 hectare. La boisselée vaut en Anjou 1/8 de journal, soit 0,065912 hectare.

36. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 406, Extrait du « Papier décimal » de la paroisse de Saint-Clément-de-la-Place, août 1790.

37. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1200.

38. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1189. « La cure de Beaucouzé qui depuis que les curés ont abandonné leur domaine et les gros de bled [...] consiste en trois cents livres de portion congrue payées d'avance par quartiers ». Ce chiffre est d'ailleurs surprenant

Clément, n'est pas mal loti, et cela grâce aux dîmes dont il bénéficie dans sa paroisse. Les situations paraissent ainsi assez contrastées dans cette partie de l'Anjou, si l'on met en perspective les revenus des curés des paroisses que l'on vient de regarder. Ajoutons qu'en 1733, le curé de Saint-Clément est sans doute insatisfait de son état de gros décimateur de la paroisse. En effet non content d'être en droit de prélever 100 % de la Petite Dîme, de la dîme de la Doloye et des Novales anciennes, il prend à bail les deux tiers de la Grande Dîme qui relevaient de l'abbé de Saint-Nicolas³⁹ et dont il prélevait déjà l'autre tiers. Enfin il ajoute, pour compléter le tout, la dîme des vignes et celle des Chevaliers. Les ramasseurs de dîmes n'ont plus à se poser de question, c'est la totalité des prélèvements faits sur la paroisse qu'ils apporteront désormais à l'aire de Monsieur le curé. Il devra seulement, en plus des charges habituelles, payer le prix de la ferme précisé dans le bail. Le gros décimateur n'est pas l'abbé de Saint-Nicolas mais bien le curé de la paroisse.

L'abbé, lui, procède autrement pour faire valoir son bénéfice. Non résident, abbé commendataire, il afferme les dîmes de Saint-Clément. En général ce sont des métayers qui les prennent à bail, associant souvent dans le même contrat leur levée et la location d'une closerie ou une métairie. En effet il faut ramasser, battre les grains, stocker, transporter, vendre. Cela exige du matériel et de la main-d'œuvre. Le bail de 1738 de la métairie du Moyron⁴⁰ dans la paroisse de Saint-Clément nous montre une organisation pratique. Les métayers qui exploitent déjà les terres prélevaient pour leur compte, au titre du bail, la Petite Dîme; à cette date, ils signent un autre bail selon lequel ils doivent désormais s'occuper de ramasser « les Gros Bleds » qu'ils devront « voiturier » jusque dans les greniers de l'abbaye. Nous sommes en présence d'un contrat de service auquel l'abbé a recours pour assurer ses prélèvements, n'ayant pas les moyens matériels pour le faire. Complément d'activité et complément de ressources pour le métayer, qui s'occupe désormais du ramassage de la quasi-totalité des dîmes de la paroisse? Sans doute, mais il est très difficile de savoir ce que rapporte vraiment cette pratique. En effet il est rare de n'avoir dans le bail que les dîmes. Il n'est donc pas aisé de faire la part entre le prix de ferme de la métairie ou de la closerie et le prix payé pour lever les dîmes. Enfin, pour compliquer la situation et la rendre définitivement inextricable, les baux du Moyron prévoient de ne faire transporter que la moitié des grains depuis l'aire de battage dans les greniers de l'abbé; l'autre moitié est laissée au preneur du

quand on le rapproche de la réglementation sur le sujet émise par l'administration royale. Pour ne pas remonter trop loin, en 1768, on fixe la portion congrue à l'équivalent de 27 setiers de blé froment, mesure de Paris ou, en argent, à 500 livres pour les curés et 200 pour les vicaires. En 1786 Calonne portera ces montants à 700 et 300 livres Cf. GAGNOL, Paul, *La Dîme ecclésiastique en France...*, op. cit., p. 96

39. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 293, bail du 1^{er} septembre 1733.

40. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 300, bail du 23 décembre 1738. Autres baux concernés : 5 E 8 312 du 1^{er} décembre 1746, 5 E 8 bis 319, du 1^{er} décembre 1753, 5 E 8 bis 328, du 20 novembre 1762 et 5 E 1 1105, du 19 août 1767.

bail pour rétribution. Il prendra aussi la moitié des pailles en provenance de l'aire, l'autre moitié devant être transportée dans une autre métairie, cela faisant l'objet d'une clause particulière⁴¹. Nous avons là un réseau complexe de services rendus, classique entre les exploitations, mais qui ne permet pas de donner aux chiffres trouvés dans les baux, une signification précise et sans ambiguïté. L'estimation de 450 livres au milieu du XVIII^e siècle⁴² pour le produit des dîmes perçu par l'abbé de Saint-Nicolas dans la paroisse de Saint-Clément, semble bien un peu faible quand on le compare aux fermages payés par le métayer en 1753, 700 livres, et 1762, 1 030 livres, pour la métairie de Moyron et le ramassage des dîmes. Encore faut-il y ajouter la moitié des grains transportés dans les greniers de l'abbaye.

La dîme et la vigne

Aujourd'hui on ne rencontre pour ainsi dire plus de vigne à Saint-Clément. À la veille de la Révolution, seulement 7 % de la superficie totale de la paroisse étaient consacrés à cette culture. Le papier décimal range les terres en vigne dans la Grande Dîme. Sont concernées « les terres qui sont plantées en vigne et celles qui le furent autrefois [...] », allusion ici, sans doute, aux conséquences de l'hiver 1709 où disparurent bon nombre de vignes. Si les terres qui portent des vignes font l'objet d'un traitement particulier, elles n'échappent pas pour autant au prélèvement. La dîme est prélevée soit sur place, c'est alors une quantité de raisin qui est prélevée, une « portoirée » par exemple⁴³, soit au pressoir, un équivalent en vin est alors exigé par le décimateur une fois la vendange terminée.

Le curé de La Meignanne possède huit quartiers (soit 3,16 hectares)⁴⁴ de vignes et « les dîmes au treizième de toutes les vignes de la paroisse [...] abonnés à un guibourg ou portoirée pèle [...] ». En 1790 il n'en a tiré « aucune vendange cette année et la précédente. La dixme de ces deux années m'est par conséquent due et je ne l'aurai selon toute apparence qu'en en faisant la demande juridique; démarche à laquelle je ne suis nullement disposé⁴⁵ ». Ce texte nous révèle deux aspects du fonctionnement

41. Notons, au passage, qu'en raison de la dîme, le métayer, qui avait produit les blé, seigle ou avoine, voyait partir, avec la paille que le décimateur gardait pour lui ou qu'il faisait attribuer à une autre exploitation, non seulement les grains mais aussi la nourriture du bétail et le fumier pour ses récoltes à venir.

42. MICHEL, Louis, « La dîme et les revenus... », *loc. cit.*, p. 602, note (61).

43. La lièvre de 1672, Arch. dép. de Maine-et-Loire H 444, p. 439, nous fournit les éléments de la métrologie appliquée à la « portoirée-pesle ». « La portoirée pesle doit contenir de la vendange autant qu'il en faut pour rendre vingt pintes de vin ». Suivent les arrêts et sentences de 1598, 1605 et 1675 sur lesquels s'appuie la déclaration.

44. Le quartier, mesure la plus souvent utilisée pour la vigne, peut varier, en Anjou, suivant les lieux. Il peut comporter 50 perches carrées à Épiré ou à Savennières ou 60 perches ailleurs. La perche carrée est par contre toujours le 1/100^e de l'arpent. L'arpent vaut 0,659 hectare. BENABEN, *Table de comparaison entre les anciennes mesures du département de Maine-et-Loire...* *op. cit.*

45. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1226.

de la dîme du vin. En premier lieu, la pratique de l'abonnement à montant fixe. Les dîmes étaient rarement abonnées à tarif fixe; la dîme du vin paraît faire exception. La redevance n'est plus alors fonction de la récolte. Il s'agit d'une redevance fixe proportionnelle à la surface cultivée : on prélève « une portoirée-pesle » de raisin ou l'équivalent de vingt pintes de vin par quartier de vigne, quelle que soit la récolte. Le système pouvait paraître particulièrement lourd en cas de mauvaise récolte, et c'est le second éclairage que nous apporte le texte : on pouvait surseoir au paiement de cette dîme. Le curé n'a rien reçu pour l'année 1790 et la précédente, années certainement difficiles. S'il évoque une démarche juridique, qu'il ne veut pas entreprendre, pour se faire payer, une autre possibilité existait, celle tout simplement de différer le paiement si l'année avait été mauvaise. Cette facilité était courante. On trouve dans les livres de recettes de l'abbaye Saint-Nicolas, les lièves, des listes récapitulatives de ce qui reste dû par chacun des propriétaires des parcelles de vignes au titre de la dîme du vin⁴⁶. Il ne semble pas que l'abonnement rencontrait beaucoup d'hostilité de la part de ceux qui devaient le payer. La liberté de reporter le paiement rendait sans doute la dîme plus supportable. Les décimateurs pouvaient aussi s'y retrouver à la condition de tenir, comme les religieux de l'abbaye, un compte, ce que les moines savaient parfaitement réaliser. Quand, sur les surfaces cultivées en vigne, on l'avait prélevée une fois, la dîme devenait imprescriptible. À Saint-Clément le mode de répartition était différent de celui des autres dîmes : l'abbé et le curé se partageaient le revenu par moitié. Il est difficile, là encore, de mesurer l'importance de la dîme de la vigne dans le revenu décimal.

Un troisième acteur apparaît dans le papier décimal de Saint-Clément, le chapelain de la chapelle de Saint-Gilles desservie en l'église de Saint-Clément. Il partageait avec l'abbé et le curé la dîme des Chevaliers, « chacun pour un tiers ». L'accord prévoyait que les décimateurs ramasseraient la dîme à tour de rôle et que « celui chez qui elle se ramasse[rai] a[vait] le droit d'avoir seul les pailles et de prélever sur le monceau un boisseau comble de froment⁴⁷ ». À Saint-Clément chacun des gros décimateurs possédait son aire de battage et sa grange dîmeresse où étaient amassées les récoltes.

Ainsi, les modalités d'application de la dîme variaient quasiment à l'infini. Les occasions de frauder étaient, elles aussi, multiples et variées. Par exemple, les changements apportés par les habitants dans les cultures de leurs terres pouvaient être des prétextes pour refuser la dîme⁴⁸. Cela don-

46. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H444, p.439 : « *Estat des dixmes deues aux fouassières et lieux circonvoisins à l'office de l'hostelier avec les noms de ceux qui les doivent* », *Idem*, H453, p. 469

47. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 406.

48. BAULANT, Micheline, « Du bon usage des dîmes... », *loc. cit.*, p. 31. En Anjou de nombreux baux mentionnent les modifications qui durent être faites après le calamiteux hiver de 1709. À l'Aumosnerie, à la Barre les dîmes sont affermées « fors les dixmes des vignes qui ont été détruites depuis la dite année. » Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 287 et 5 E

nait lieu à des conflits qui pouvaient durer très longtemps. Si pour justifier ses droits le seigneur engageait des juristes et accumulait les actes, en matière de dîme il n'existait pas de document et la possession tenait lieu de titre. Le clocher servait au curé de droit à lever les dîmes⁴⁹. C'est pourquoi, outre les rares papiers décimaux qui nous sont parvenus, les baux d'affermage sont les documents les plus nombreux qui nous permettent de comprendre les relations parfois complexes entre les acteurs de la dîme.

La levée de la dîme : quotité, acteurs et méthodes

Assise géographique de la dîme

En toute logique, si l'on se réfère à l'origine de la dîme, la paroisse constitue la base d'application de la redevance. Dans la forme que nous lui connaissons elle utilise le cadre paroissial pour se développer. Le nom de la paroisse est la plupart du temps associé à la dîme, soit pour la nommer, soit le plus souvent pour indiquer sur quel territoire le décimateur peut la lever. Les exemples que nous venons de parcourir l'expliquent bien : Beaucouzé, Saint-Clément, La Meignanne, mais aussi Le Lion-d'Angers, Jumelles ou Contigné. Dans la plupart des cas il n'y a pas d'autre dîme qui soit recueillie dans la paroisse.

Les dîmes peuvent également être rattachées à un prieuré. Dans ce cas les dîmes font partie des revenus qui constituent le temporel : « Fiefs, dixmes, cens, rentes et tous autres droits et émoluments⁵⁰. » Les prieurés des Verchers, de Bécon, d'Ingrandes, de Juvardeil citent les dîmes dans les baux à ferme de leur temporel, sans pour autant préciser la nature de ces dîmes ni même sur quelle assise géographique elles s'appuient. Dès lors on traite la redevance ecclésiastique comme un autre droit seigneurial et quand le prieuré est légué ou affermé la dîme n'est pas isolée pour autant et peut éventuellement passer dans des mains laïques. Elle aura définitivement perdu la raison d'être de son origine.

La dîme peut aussi être adossée à d'autres unités territoriales pour définir son aire de ramassage. C'est le cas de la dîme de Meigné qui a comme support territorial une métairie, la métairie de Meigné dépendant de la baronnie de Sautré, celle-ci s'étendant sur deux paroisses, Feneu et Pruillé. Comme souvent, la quotité n'est pas indiquée ; en revanche, la nature des produits est bien détaillée. Il s'agit de tous les grains qui constituent d'ordinaire la grande dîme des céréales, lins et chanvres que l'on trouve dans les

8 297. La ferme globale ne nous permet cependant pas de savoir comment la dîme réelle était prélevée par le preneur du bail.

49. Le curé de La Meignanne dans sa déclaration de revenus de 1790 écrit : « Trente livres dues à la cy devant crosse abbatiale du dit Saint Nicolas pour le droit de percevoir les menues et vertes dixmes dont je n'ai aussi d'autres titres que l'usage ». Arch. dép. de Maine-et-Loire 1 Q 1226.

50. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 bis 324, bail du prieuré de Bécon du 17 novembre 1758.

environs d'Angers. Le rédacteur du bail de la métairie de Meigné y a ajouté les pois, les fèves et autres grains qui forment la plupart du temps les dîmes vertes. On y trouve aussi les dîmes prélevées sur les animaux « noris sur le dit. lieu », agneaux, cochons et oisons. Seuls échappent les fruits du jardin de la métairie et la basse-cour, les oies exceptées⁵¹.

Enfin certains offices de l'abbaye Saint-Nicolas sont pourvus, au moment du partage du concordat de 1670, de dîmes très bien localisées dans la périphérie angevine. C'est le cas de l'Aumônerie et de l'Hôtellerie. L'office de l'Aumônerie a la haute main sur tout le canton de la Barre où l'abbaye s'est largement installée au cours du XVII^e siècle, transformant le petit village en villégiature pour le prieur et certains moines. Il en est resté des traces au XVIII^e siècle et les baux reprennent des obligations de services aux moines pendant leurs séjours sur les lieux, soit pendant les vendanges soit « lorsqu'ils iront prendre leur récréation au dit lieu de la Barre⁵² ». Les dîmes dont il est question portent là aussi sur une métairie, celle de la Ceriseraie dans la paroisse de Beaucouzé. Les religieux se réservaient les vignes, que le concordat leur avait attribuées, sur les terres voisines de Beaucouzé et de Saint-Nicolas d'Angers, « qu'ils faisaient valoir par leurs mains ». Il en allait de même pour les dîmes de l'Hôtellerie toute proche. Le preneur n'avait le droit de percevoir la dîme que « dans les lieux seulement qui n'étaient pas en vigne avant 1709 », en conséquence sur les grains seulement. Le canton était particulièrement riche en vignes⁵³ et les religieux accordaient un soin tout particulier au faire-valoir direct de ces closières et parcelles volantes.

Les quotités de la dîme

Les historiens se sont beaucoup intéressés au taux de perception de la dîme. Marcel Marion⁵⁴, après avoir décrit maints exemples de taux de dîme, déclare : « Il semble cependant que le taux du treizième serait celui qui s'écarterait le moins de la vérité moyenne ». Pour Paul Gagnol qui fouilla de nombreux dépôts d'Archives départementales, on peut convenir qu'en Anjou elle se prélevait en moyenne au treizième, même si cela « est difficile à estimer parce que il y avait beaucoup d'abonnements, surtout pour les vignes⁵⁵ ». À Saint-Nicolas les baux sont complètement silencieux sur le taux

51. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 300, bail à ferme du 21 février 1739.

52. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 287, bail du 4 janvier 1730.

53. Sur les paroisses de Saint-Nicolas et de Beaucouzé les plans (Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 FI 448, Plan général des domaines de la Cellérierie, anciennement coté H 524 et H 419, Plan de la paroisse Saint-Nicolas) établis à la demande des religieux, montrent des surfaces importantes en vignes; on les retrouve sous les noms de closières telles que la Tranchandière, Nid de Pie, la Ballue, les Fouassières, le clos de Belle-Beille et bien sûr la closière de la Barre.

54. MARION, Marcel, *Dictionnaire des institutions...*, op. cit., p. 171 : « La dîme contrairement à son nom était loin d'être toujours la dixième partie des fruits sur lesquels elle était perçue ». Puis il décrit longuement les différentes quotités selon les différents lieux, les différentes cultures etc.

55. GAGNOL, Paul, *La Dîme ecclésiastique en France...*, op. cit., p. 143.

de prélèvement. Nous avons signalé l'apparition d'une mention à ce sujet dans le bail du 18 novembre 1719 du prieuré et des dîmes de Beaucouzé⁵⁶, encore ne s'agit-il que de la dîme de charnage. Pour les autres prélèvements, les grains en particulier, nous n'avons rien. Le livre des entrées ou liève de 1672 à 1711⁵⁷, à la date du 13 septembre 1698, donne les quantités perçues par type de céréales, « le tout provenu de lad. dixme », en l'occurrence la « grande dixmerie de Beaucouzé ». S'il est possible de comparer les quatre années pour lesquelles la production a été notée, il est impossible de savoir à quoi correspond ce prélèvement et donc de tenter des approches de calcul de rendement.

Nous avons vu le rôle que le papier décimal pouvait jouer dans ce domaine, sans que les quotités y soient répertoriées. Pour les cantons de vignes une table dite personnelle a été établie par le receveur de l'abbaye, où l'on trouve, classés par clos et par ordre alphabétique, les noms des redevables accompagnés du nombre des portoirées dues annuellement⁵⁸. Ce document fait référence à l'abonnement de la dîme du vin mais nous ne sommes pas informés des taux de prélèvement sur les grains et autres produits. Faute de chiffres précis nous resterons donc sur cette estimation du treizième qui semble tout à fait plausible.

Dans sa préoccupation de porter au maximum son revenu en argent, le décimateur était confronté à l'alternative déjà évoquée : procéder lui-même, par l'intermédiaire de ramasseurs, à la levée de la dîme, avec toutes les contraintes matérielles que cela représentait ou bien recourir au bail et affermer les dîmes. Dans les deux cas il devait soit verser un salaire aux ramasseurs, soit abandonner une partie du revenu au preneur du bail. De toute façon, le revenu brut des dîmes était amputé. L'abbé de Saint-Nicolas, non-résident, choisissait le fermage en argent pour les dîmes comme pour le reste de son temporel. Les moines, même s'ils gardaient quelques dîmes qu'ils faisaient « valloir par leurs mains », avaient eu recours également, très tôt, au même système⁵⁹. La levée de la dîme représentait une opération coûteuse et parfois complexe⁶⁰.

56. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 7 123, bail à ferme du Prieuré et des dîmes de Beaucouzé, 18 novembre 1719, « au treizième aigneaux et cochons de lait ».

57. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 444, Liève déclarative... commencée le 1^{er} aoust 1672. p. 374 v°. « Le 13 septembre 1698 reçu 12 septiers de froment, 45 septiers de seigle, 2 septiers d'avoine, 1 septier d'orge, 16 charretées de paille... ».

58. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 444, p. 439 à 441.

59. Ce n'est pas le cas dans toutes les abbayes. À Saint-Sever les religieux lèvent suivant des modes différents qui varient selon la nature de la dîme et la période « passant de l'afferme à la levée directe [...] en fonction de ses facultés et ses intérêts ». LOUPÈS, Philippe, *Le temporel de l'abbaye...*, op. cit., p. 132. On peut penser que les dîmes ne représentant qu'un faible pourcentage des revenus de l'abbaye Saint-Nicolas, les religieux n'apportaient peut-être pas autant de finesse dans sa gestion.

60. MARCADÉ, Jacques, « La dîme au XVIII^e siècle : l'exemple du diocèse de Poitiers », *Bulletin de la Société des antiquaires et des musées de Poitiers*, 1997, 1^{er} trimestre, p. 63. « Il en coûte 50 l. au curé de Saint-Pierre-les-Églises pour récolter les novales... Pour rétribuer les dîmeurs, le curé de Pliboux doit sacrifier 40 l. sur les 318 estimés, celui de

Les acteurs sur le terrain

« En droit, le décimateur ne pouvait se présenter lui-même pour lever la dîme. » Il convenait donc de recourir à des ramasseurs de dîmes⁶¹. Nous ne possédons que deux documents relatant la désignation des collecteurs intervenant pour le compte de l'abbaye. Ce sont deux « billet double », sous seing privé, c'est-à-dire écrits conjointement par le prieur ou le cellérier et les métiviers. Ils concernent l'attribution des Grandes Dîmes d'une part et des vertes et menues dîmes d'autre part, dans la paroisse de Beaucouzé⁶². Les tâches à accomplir y sont décrites précisément, ainsi que la rémunération. Pour les Grandes Dîmes les trois métiviers recevront « à la fin de la mesurée le sixième septier de chaque espèce de grains et de plus (à) chacun quatre boisseaux de seigle de gratification⁶³ ». En 1698, déjà, le cellérier avait noté, dans sa liève, qu'il avait « donné les dixmes des gros bled, froment et seigle à ces mêmes conditions ». Toutefois il ajoutait « à l'égard des menues et vertes dixmes ils les serreront, feront rouir les lins et les chanvres et en auront le tiers », de même pour les fèves, pois et blés noirs. Urbain Goupil, lui, est désigné par le « billet double » en 1716 pour ramasser les vertes et menues dîmes. Il recevra pour rétribution le droit d'occuper la maison priorale de Beaucouzé et le jardin attenant, et devra payer dix livres en complément de loyer. En 1719 c'est un bail en bonne et due forme qui remplace le contrat sous seing privé. Le nouveau preneur devra également prélever la dîme de charnage sur les agneaux et les cochons de lait « au treizième » et « fournira en fin de bail un mémoire exact de ceux qui sont en arrérage⁶⁴ ». Par la suite l'usage de la maison priorale continuera à servir de « salaire » pour le ramassage des vertes et menues dîmes. Quant à la Grande Dîme, une mention apparaît signalant un marché sous seing privé le 18 mai 1720 pour « la ramasse⁶⁵ ». Sans doute cette manière de faire

Montalembert 60 sur 660 et celui d'Avon 300 l. sur 1430 il est vrai ». Les curés angevins paraissent un peu mieux lotis, le curé de Saint-Clément ne fait apparaître que 158 l. de charges pour un montant de dîme qui dépasse 2700, quant à celui de La Meignanne il n'impute que 120 l. aux charges de la dîme sur un montant total de dépenses de 1322, Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1200 et 1 Q 1226.

61. P. Gagnol emploie le terme de « chercheur de dîme », GAGNOL, Paul, *La Dîme ecclésiastique en France... op. cit.*, p. 127. *Nouveau coutumier général ou corps des coutumes générales et particulières de France et des provinces connues sous le nom des Gaules*, Paris, chez Claude Robustel, 1724, 4 vol. « Tous les décimateurs, soit propriétaires ou fermiers, sont mesme tenus d'establiir un chercheur de dixmes qui fera serment devant les échevins [...] et personne ne pourra oster les fruits de dessus la terre avant qu'[...] ils soient décimez par le chercheur de dixmes. » Tome 1^{er}, p. 614. Ce terme ne paraît pas être usité en Anjou. La fonction, par contre, semble identique à celle des ramasseurs de dîme.

62. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 588.

63. MICHEL, Louis, « La dîme et les revenus du clergé d'Anjou... », art. cit., p. 571, donne d'autres chiffres qui montrent que les rémunérations peuvent être « très variables d'une paroisse à l'autre mais généralement substantielles ».

64. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 7 123, bail du 18 novembre 1719. Les animaux n'étant pas divisibles, des étalements dans le temps sont autorisés. Il convient donc d'en tenir et « rendre un compte fidèle ».

65. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 447, p. 494.

continue-t-elle à être appliquée par la suite, puisque l'on trouve dans le registre des recettes du sous-cellérier à partir de 1759 et jusqu'en 1789 les quantités de grains récoltés, accompagnées du montant de la rétribution des métiviers et de la mention suivante : « La dixme de Beaucouzé s'amasse dans le prieuré du dit lieu aux frais et dépens de la communauté⁶⁶. »

Le plus souvent les religieux avaient recours au bail à ferme, se déchargeant ainsi des contingences matérielles liées à la collecte. Nous aurons l'occasion de regarder plus précisément ce mode de gestion des dîmes qui concernait la grande majorité des dîmes que les moines avaient le droit de prélever. Ces baux pouvaient parfois présenter une forte complexité. C'est le cas du bail de la closerie du prieuré de Beaucouzé que les religieux décimateurs de Saint-Nicolas passent avec Julien Quenouault⁶⁷. Le bail lui confie, en plus de la closerie et des travaux à réaliser sur les vignes, le ramassage des dîmes « vertes et menues » dues au prieuré dans la paroisse de Beaucouzé ; peu ou presque rien sur la collecte. C'est un bail de closerie qui intègre un bail de dîmes, mélangeant les clauses de l'un et de l'autre, le tout devant former, en fonction des services prévus des deux côtés et des sommes à payer par le preneur, un marché équilibré.

La collecte ne devait pas être une opération simple. Le chercheur de dîmes devait faire face à des situations sur le terrain pour le moins ambiguës. Il se devait de bien connaître les lieux et les décimables. La raison d'être des papiers décimaux réside peut-être bien en partie dans cet enchevêtrement des différentes dîmes. Sans cela, les religieux de Saint-Nicolas auraient-ils fait rédiger un aussi gros et complet document pour délimiter avec autant de précision les parcelles qui devaient contribuer aux différentes dîmes sur la paroisse de Saint-Clément-de-la-Place⁶⁸ ? Nous ne possédons que peu de documents concernant les conflits de dîme, mais on peut penser que compte tenu de la complexité du système, la tentation de frauder devait être fréquente et tous les décimateurs ne devaient pas avoir la magnanimité du curé de La Meignanne⁶⁹.

66. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 540, p. 127.

67. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 1 602, 6 février 1700.

68. Un autre papier décimal est encore plus éloquent sur les difficultés que devaient rencontrer les collecteurs. C'est celui de la dîme de la Valinière, à cheval sur deux seigneuries – Paray et Chénéde – et sur deux paroisses – Charcé et Saint-Saturnin. Un Nota accompagne la description de la parcelle « *Les bonnes touches*, pièce de terre labourable, partie en vignes [...] sise sur les paroisses de Charcé et St Saturnin [...] » dépendant de la seigneurie de Paray : « Nota que dans la d. pièce sont compris 4 à 5 boisselées appartenant à Jacques Saullay [...] qui sont des novalles de Charcé à prendre dans la bas coin de la d. pièce vers occident et où est située la maison du d. Saullay [...] ». Et en fin de document on trouve : « Dans la pièce [des Gâtines] se trouvent deux quartiers de vignes dépendant du temporel de la cure de Charcé qu'on dit estre exempts du droit de dîme », Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 405, p. 6.

69. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1226, « Les susd. 5 quartiers abonnés n'ont donné absolument aucune vendage cette année et la précédente. La dîme de ces années m'est par conséquent due et je ne l'aurai selon toute apparence qu'en en faisant la demande juridique ; démarche à laquelle je ne suis nullement disposé ».

Que la dîme soit affermée ou en exploitation directe, ce sont des quantités importantes de produits agricoles qui sont récoltées. Les volumes ainsi générés ont une incidence directe sur les opérations qui suivent la récolte, transport et stockage en particulier, mais ils interviennent fortement aussi sur la phase de commercialisation. La dîme est toujours prélevée en premier, c'est « la part de Dieu », avant tout autre prélèvement, avant le champart et autres redevances seigneuriales. Les grains sont les premiers battus sur l'aire de l'abbé ou de la grange dîmeresse. Le contrat des métiviers le rappelle⁷⁰. Lorsque, après avoir retenu leur consommation propre et éventuellement les semences, les décimateurs mettent leur récolte sur le marché, elle est la première et donc s'en trouve valorisée. Un effet de volume peut en résulter. Selon les années, les métayers qui afferment les dîmes ont intérêt, s'ils le peuvent, à retarder la commercialisation des quantités qui proviennent de la dîme, afin d'attendre que les prix montent⁷¹. Les religieux de Saint-Nicolas ne sont pas intéressés, semble-t-il, par ces spéculations. Ils n'ont que peu de rentrée en nature pour les grains, sans doute le nécessaire pour leur consommation propre. En dehors de la Grande Dîme de Beaucouzé, toutes les autres sont perçues en argent⁷².

Les charges qui grèvent le revenu

Les charges qui viennent grever le revenu de la dîme peuvent se révéler importantes. C'est d'abord le stockage. Les plus gros décimateurs possèdent leur grange dîmeresse pour entreposer les grains⁷³. C'est le cas de l'abbé de

70. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 588 « ...faire battre et vanter les grains si tost qu'ils auront été ramassés, sans que nous puissions ramasser ny battre d'autres grains dans l'aire dud. prieuré qu'auparavant ceux de la dîme ne l'ayent été et rendu par nous dans les greniers de la d. Abbaye ».

71. À Sainte-Croix de Poitiers la date du 29 septembre demeure une date charnière de l'année. Avec jusqu'à 3 000 boisseaux, ce sont des livraisons importantes de céréales qui arrivent sur le marché, même si une partie seulement provient des dîmes. Cf. MARCADÉ, Jacques, « Le temporel à la fin de l'Ancien Régime », dans LABANDE, Edmond-René (éd), *Histoire de l'abbaye Sainte-Croix de Poitiers, quatorze siècles de vie monastique*. Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest. 4e série, t. XIX, années 1986/87. Supplément au bulletin de la Soc. Antiq. Ouest. 4^e trim. 1985, p. 396. Autres lieux, autres effets, Pierre Charbonnier attribue au retard économique de l'Auvergne et à la faible circulation monétaire le fait que « la presque totalité des dîmes de grains sont perçues en nature » : CHARBONNIER, Pierre, « Les dîmes auvergnates du XV^e au XVIII^e siècle » p. 189, dans GOY, Joseph, et LE ROY LADURIE, Emmanuel (éd.), *Les Fluctuations du produit de la dîme...*, op. cit.

72. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 540, p. 127. Recette de la dîme de Beaucouzé de 1759 à 1789. Des chiffres que nous trouvons dans ce registre d'entrées du sous-cellier nous ne pouvons analyser que les valeurs absolues, à défaut de pouvoir les rapprocher des surfaces concernées. C'est en moyenne 48 setiers de seigle et 9 setiers de froment que les religieux « amasse[nt] » dans leurs greniers. Ces quantités couvrent-elles leurs besoins propres ? Notons au passage les variations du simple au double, de 33 à 66 setiers, pour le seigle, le froment variant encore plus fortement et stagnant pendant les dix dernières années à 7 setiers.

73. La grange dîmeresse peut également accueillir d'autres grains. « Le gros décimateur n'est pas obligé d'avoir une grange particulière pour renfermer les grains de son domaine,

Saint-Nicolas qui possède à Saint-Clément son aire de battage et sa grange. Les religieux ont de même une aire et une grange à Beaucouzé. Lorsque le curé de Saint-Clément signe, le 1^{er} septembre 1733, le bail qui afferme les deux tiers de la Grande Dîme appartenant à l'abbé, une clause prévoit l'entretien de la grange⁷⁴. Comparé au coût de la collecte cela paraît négligeable. Certains traitements liés au stockage sont parfois nécessaires si la moisson ne s'est pas faite dans de bonnes conditions⁷⁵. La transformation des récoltes pose d'autres questions. Le battage est la plupart du temps compris dans le contrat du preneur : « Battre et vanter à l'aire. » Par contre pour les vertes et menues dîmes qui comprennent les chanvres et les lins, le rouissage n'est pas toujours inclus⁷⁶. Ces opérations de transformation laissent d'autres produits qui rentrent souvent dans les négociations du bail ; c'est le cas en particulier des pailles. La paille est objet de convoitise entre les parties. Le bailleur s'en sert parfois comme monnaie d'échange pour tempérer les obligations qu'il fait glisser sur le preneur. Tous les baux précisent que la dernière année le preneur d'une exploitation ne pourra pas enlever les pailles et les foin et devra les laisser sur place pour engrais et nourriture du bétail. Quant aux pailles qui proviennent du battage des dîmes, parfois le fermier de la dîme est autorisé à les garder, parfois il lui est demandé de les « voiturier » chez des fermiers qui lui sont désignés⁷⁷. La dîme des Chevaliers, paroisse de Saint-Clément, se répartit entre trois décimateurs mais « se ramasse alternativement [chez l'un ou chez l'autre] chacun son année », et celui chez qui elle se ramasse a le droit d'avoir seul les pailles et de prélever sur le monceau un boisseau comble de froment⁷⁸. Les religieux savaient aussi protéger leurs intérêts dans ces partages et se faisaient livrer ce dont ils avaient besoin⁷⁹. Traditionnellement les fruits de la dîme étaient « requérables » sur les lieux où ils étaient produits⁸⁰. Le décimateur devait donc organiser le transport

quand ils peuvent tenir dans la grange dîmeresse, pourvu que la dîme soit engrangée [...] sans confusion et séparément des grains du domaine ». DENISART, *Collection de décisions nouvelles*, op. cit., t. II, p. 456 (issu d'un arrêt de la 1^{re} chambre des requêtes, 14 août 1715).

74. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 293, « s'oblige le d. sieur de la Hamardière de payer et fournir par chacun an deux boisseaux de bleds comble au couvreur pour l'entretien de la couverture d'ardoise de la grange de lad. dixmairie ».

75. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1226, Le curé de La Meignanne constate que sur « les soixante six septiers de seigle [qu'il a rentrés] vingt neuf ont besoin d'un prompt traitement au grenier pour les dessécher et éprouveront de la perte ».

76. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 7 1233, le métivier des dîmes du Prieuré de Beaucouzé « n'est pas tenu de les faire rouir ».

77. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 1 1105, bail la Grellerie et des dîmes de Saint-Clément du 18 août 1767. « Demeurent tenus les d. preneurs de donner aux fermiers des métairies de la Grellerie et de Moiron les pailles qui proviendront des d. dîmes [...] à partager entre deux, par moitié ».

78. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 406, f. 1, verso.

79. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 285, bail des dîmes de Beaucouzé, 7 juin 1728 : « Fagotteront sans salaire toute la paille de la grange dixmeresse que les d. sieurs religieux souhaiteront faire voiturier à l'abbaye [...] moyennant quoy leur sera donné une chartée de paille de seigle ».

80. C'est également le cas de la vigne, même si un abonnement peut en donner un équivalent une fois la vendange faite, « la dîme des vignes se partage par moitié dans les

des produits jusqu'à la grange soit par les métiviers soit par le preneur du bail. Restait ensuite à prévoir éventuellement les autres manutentions. C'est ainsi que le métayer des Moirons se voyait chargé de « charoyer [...] avec le métayer de la Grellerie les bleds qui proviendront de la grande dixme de Saint-Clément jusqu'à la maison abbatiale dud. Saint-Nicollas⁸¹ ». La période était parfois fixée soit « dans le temps des batteries » soit après, « dans le courant de la Saint-Martin », ainsi que le lieu « soit en l'abbaye Saint-Nicolas, soit à deux lieues aux environs de Saint-Clément⁸² ». Détaillant les charges auxquelles il devait faire face le curé de Saint-Clément annonce, dans son « compte rendu à Mrs les administrateurs du district d'Angers en l'année 1790 [...] soixante quatre charrois de grosses dixmes ». Cela représente 80 % des charges qu'il déclare.

À partir de ces différents exemples, il n'est pas aisé de déterminer les charges inhérentes à la levée de la dîme. Une généralisation à partir des chiffres repérés dans les textes risque de ne prendre en compte qu'une petite partie de la réalité. Il serait plus difficile encore de donner des estimations de rendements. Compte tenu de la complexité de certaines répartitions entre décimateurs, des superficies concernées parfois imprécises, des exemptions plus ou moins appliquées et des fraudes latentes, la difficulté reste d'évaluer pour une dîme précise le montant brut qu'on pouvait en attendre. Si cette estimation était ainsi faite, pour parvenir au revenu net, il pourrait être ensuite raisonnable d'apprécier ce qu'il a été nécessaire de dépenser. Processus tout à fait théorique que les données rencontrées ne permettent pas de mettre en œuvre⁸³. Bien plus que sur des données fiscales ou comptables, le système de la dîme renseigne sur les productions agricoles régionales et donne ainsi à l'historien l'occasion de compléter, voire de rectifier, le tableau de la France rurale⁸⁴. L'abbé de Saint-Nicolas, quant à lui, n'avait sans doute pas d'autre choix que d'abandonner une partie du revenu que lui procuraient les dîmes à des intermédiaires dont on peut penser qu'ils savaient récupérer les frais occasionnés par la levée. En effet, s'ils ne pouvaient prélever plus que la quotité prévue, c'est surtout en spéculant sur la vente des grains et de la paille qu'ils réalisaient

champs entre le d. seigneur abbé et Mr le curé suivant l'usage ». Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 293, « bail des dîmes de Saint-Clément 1^{er} sept. 1733.

81. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 300, bail des Moyrons du 23 décembre 1733.

82. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 1 1105, bail la Grellerie et des dîmes de Saint-Clément du 18 août 1767.

83. Louis Michel estime à 31 % le revenu des fermiers dans l'exemple qu'il prend à Saint-Mathurin. « La dîmes et les revenus du clergé d'Anjou... », *op. cit.*, note (101), p. 605.

84. GAGNOL, Paul, *La Dîme ecclésiastique en France...*, *op. cit.*, p. 35 « Rien de varié comme les menues dîmes. En parcourant les archives départementales, on croit voir se dérouler devant ses yeux une véritable carte agricole de l'ancienne France ». Dans son étude de l'abbaye de Saint-Sever, Philippe Loupès confirme, en corrigeant le tableau, parlant des collectes de grains : « Ces chiffres sont surtout intéressants pour l'histoire économique, en montrant dans une région réputée pour sa richesse, la Chalosse, la prépondérance de céréales pauvres comme le seigle, le millet, le panis » : LOUPÈS, Philippe, *Le temporel de l'abbaye de Saint-Sever...*, *op. cit.*, p. 133.

leur bénéfice. Les louanges si souvent décernées, en général, aux moines pour leur gestion prudente et persévérante s'adressent sans doute moins à l'efficacité de leurs choix pour faire rentrer le meilleur revenu qu'à leur ténacité pour préserver leur patrimoine. Ne voulant pas s'encombrer de la gestion et de la commercialisation des produits de la terre, ils afferment les dîmes eux aussi, gardant un certain nombre de parcelles de vignes et quelques rétributions de grains en nature. Les curés de paroisse, plus près du théâtre des opérations, mieux informés sur les terres et les hommes, se révélaient plus efficaces dans un exercice d'équilibre délicat entre leur fonction de « pasteur des âmes » et leur position de bénéficiaires de récoltes produites par le travail de leurs ouailles. Leur statut de représentant de Dieu et la soumission généralement acceptée des fidèles ne facilitaient sans doute pas un regard, que nous portons aujourd'hui plus critique, sur les contradictions apparentes de la situation de décimateur. Certains curés de paroisse, quant à eux, se plaignaient des gros décimateurs qui empochaient des milliers de livres et mettaient de la mauvaise volonté pour payer une portion congrue de quelques centaines de livres ou tentaient de ne participer aux dépenses de la fabrique que contraints par des actes de justice ⁸⁵. En rédigeant leur très beau papier décimal de Saint-Clément-de-la-Place, en août 1789, les moines de l'abbaye Saint-Nicolas n'avaient aucun doute sur la pérennité du système. Ils n'avaient certainement pas conscience que leur travail servirait surtout aux historiens.

Un mode de gestion : les dîmes affermées

Qui afferme les dîmes ?

Toutes les études s'accordent à dire que le mode de perception des dîmes le plus ordinaire était l'affermage. Ceci est sans doute vrai pour les décimateurs étrangers au clergé paroissial. N'étant pas sur place, occupés à d'autres fonctions ou ne possédant pas le matériel agricole nécessaire au prélèvement, ils préféraient un revenu régulier et faisaient appel à un fermier. Le clergé paroissial agissait, lui, autrement ⁸⁶. Même gros décimateurs, les curés n'avaient que peu recours au bail, hormis pour la portion de dîme qui aurait dû être levée par un autre décimateur et qu'ils affermaient ⁸⁷. L'abbaye Saint-Nicolas ne déroge pas à la règle. En effet, à part quelques rares cas, mentionnés dans les livres de recettes par la formule, « Les religieux font valoir par leurs mains », la presque totalité des dîmes étaient données à bail. La continuité de ces baux est remarquable pour la

85. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1226 : « Mrs les gros décimateurs n'y contribuent point, si ce n'est en vertu de procès verbaux », écrit le curé de la Meignanne en parlant des dépenses d'entretien de l'église paroissiale. Le curé de Montreuil-Bellay est plus virulent, ne percevant que 300 livres de portion congrue alors qu'il évalue les dîmes de la paroisse à plus de 4500 livres : « ...il est bien triste pour un curé qui porte le poids du jour de voir des moines posséder les dîmes et les opprimer ».

86. GAGNOL, Paul, *La Dîme ecclésiastique en France op. cit.*, p. 118.

87. MICHEL, LOUIS, « La dîme et les revenus du clergé d'Anjou... », *loc. cit.*, p. 571 et note (51).

plupart des biens et s'interroger sur les lacunes constatées dans les séries reviendrait sans doute à se poser la question, malheureusement ici sans réponse, des motifs de l'utilisation des contrats sous seing privé. Les lacunes dans la succession des baux, présupposant l'absence de bail, ne nous ont pas semblé être symptomatiques d'une période particulière, ni être spécifiques à la gestion des dîmes⁸⁸.

Qui afferme les dîmes de l'abbaye? Excepté ceux à qui leur statut ou leur fonction interdit de prendre les dîmes à ferme, tous nobles ou officiers de justice, on trouve un peu tous les représentants de la société d'Ancien Régime. D'abord des gens de la campagne par exemple, les métayers qui possèdent la connaissance des lieux et qui, de plus, sont en mesure d'effectuer le ramassage au moindre coût. Ils peuvent avoir aussi l'avantage de bien connaître les « décimables » et de pouvoir ainsi être mieux à même de régler les conflits. Ensuite, parmi les preneurs des baux de l'abbaye Saint-Nicolas, on trouve ces gens de la campagne que les textes nomment « marchands-fermiers ». Sont-ils plus à la terre ou plus au négoce? Louis Michel les décrit comme « commerçants avant tout⁸⁹ », intéressés en tout premier lieu par la masse de grains ainsi récupérée et « premier contingent de la récolte commercialisée ». Premier argument qui conduit à penser à une dîme dont le caractère est devenu spéculatif. Les vigneronns sont une autre catégorie professionnelle de la campagne qui afferme les dîmes. On comprend vite aussi l'intérêt de ces derniers qui, comme les marchands-fermiers, trouvent une matière première abondante pour apporter un effet de volume à leur activité, à ceci près que les religieux ne confient le ramassage des dîmes qu'à la condition que le preneur prenne en charge les « façons des vignes⁹⁰ », c'est-à-dire l'exécution, dans les quartiers de vignes suivant les saisons, des différentes opérations, liées à la culture, depuis la plantation, la taille jusqu'à la vendange comprise. Nous reviendrons sur ces contrats d'un genre un peu particulier.

Les gens de la ville s'essayent également à l'affermage des dîmes. Ce sont des officiers, sergent, archer, qui outre les notaires, ne font que de brèves apparitions dans les baux⁹¹. Nous trouvons aussi les gens d'Église, dont les curés de paroisse sont les plus nombreux; ils prennent à ferme la

88. La dîme de la métairie de Meigné est sans doute à mettre à part, présentant cette particularité : le bail de 1755 (Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8bis 321, chez Portier) précise qu'entre 1746 et le commencement du nouveau bail, 1755, « mesd. sieurs religieux [...] ont fait valloir les dixmes par leurs mains ». Nous n'en savons pas plus. Le document ne détaille ni les moyens mis en œuvre pour ramasser ces dîmes, ni le personnel envoyé pour effectuer le prélèvement. Nous ne savons pas non plus ce qui justifie cet intermède de faire-valoir direct : absence de candidat au bail? C'est peu vraisemblable, le preneur de 1755 est le même que quinze ans plus tôt. Espoir d'une meilleure efficacité dans la collecte? Difficulté à écouler les produits ainsi rassemblés? Nous ne pouvons que conjecturer sur cet épisode de la gestion des moines.

89. MICHEL, Louis, « La dîme et les revenus du clergé d'Anjou... », *op. cit.*, p. 572.

90. Sont « baillées » ainsi les dîmes de Beaucouzé, de l'Aumosnerie, de Nid de Pie à des vigneronns, sans discontinuer pendant tout le XVIII^e siècle.

91. La Vallinière, Contigné.

partie des dîmes de la paroisse où ils sont desservants et qu'ils ne possèdent pas. Ainsi René Nicolas Neveu de la Hamardière, curé de la paroisse de Saint-Clément, prend à bail en 1733⁹² « les deux tiers de toutes et chacune des grandes dixmes des grands bleds, froment, seigle et avoines [...] » ; or il prélève déjà, l'autre tiers pour le compte de la cure, et les autres dîmes. Tous ses paroissiens lui sont maintenant redevables au titre de l'une ou l'autre dîme. Son confrère, Louis Grosbois, curé de La Meignanne, fait de même avec un bail, signé un mois et demi plus tôt la même année, qui ressemble en tous points à celui de Saint-Clément : bail à ferme des deux tiers « des grands bleds », alors qu'il possède déjà l'autre tiers, et les autres dîmes de la paroisse. On ne peut imaginer que deux curés aussi proches, les paroisses ont une limite commune, ne se soient pas concertés pour tenter l'aventure. La chose paraissait naturelle. La dîme avait été instituée, à l'origine, à l'intention des desservants des paroisses. Il semblait raisonnable qu'ils puissent être preneurs de bail de préférence aux autres⁹³. Cette logique ne devait pas être sans causer quelques frictions, de la part des paroissiens. Mais nous n'avons que peu de documents traitant des conflits générés par les dîmes. Même les cahiers de doléances des paroisses de la « sénéchaussée particulière d'Angers » ne sont pas bavards sur un impôt qu'on dit très impopulaire⁹⁴.

Les catégories sociales que nous venons de voir étaient très prisées par les bailleurs parce que ne présentant que peu de risques sur le plan financier. Le paiement d'un revenu régulier, de leur part, paraissait assuré. C'est aussi pourquoi les baux étaient passés, d'ordinaire, à long terme, 6, 7 ou 9 ans⁹⁵. Le fermier pouvait ainsi, en cas de mauvaise récolte compenser d'une année sur l'autre. Mais il était prévenu, il ne pouvait compter sur « aucune diminution du prix de la ferme pour cause de gellées, gresle et stérilité de fruits, et autres cas prévus et imprévus » Très souvent, le bail, pour éviter toute arrière-pensée de contestation, ajoutait que sans cela « mesdits Sieurs Religieux ne lui eussent donné à si bas prix⁹⁶ ». Cette clause

92. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 293, bail du 1^{er} septembre 1733.

93. Cela semble une pratique courante et pas seulement en Anjou. À l'abbaye de la Sauve-Majeure (Gironde) la situation paraît encore plus caractéristique. P. Loupès écrit : « Le curé est la condition la plus représentée parmi les fermiers de l'abbaye, le desservant se portant fermier des dîmes de sa propre paroisse ». Comme en Anjou « ce sont des marchands, des notaires, des artisans [...] et des curés » qui passent les baux avec l'abbaye. LOUPÈS, Philippe, « L'Abbaye de la Sauve-Majeure... », *loc. cit.*, p. 309

94. LE MOY, A., *Cahiers de doléances des corporations de la ville d'Angers et des paroisses de la sénéchaussée particulière d'Angers pour les États Généraux de 1789*. Publiés, annotés et précédés d'une introduction, Angers, 1915, 418 p. Si les cahiers des paroisses eux-mêmes ne parlent que peu ou pas des dîmes, ce sont les modèles proposés aux paroisses (p. CLXXV) qui donnent le ton.

95. En période de stabilité des revenus le bailleur s'y retrouve. Par contre lorsque le prix des fermes s'emballe, c'est le cas après 1770, on réduit la durée du bail pour pouvoir corriger le montant des loyers.

96. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 bis 333, Bail des dîmes du Lion-d'Angers 29 mai 1769.

tout à fait formelle et banale se retrouve également, à l'identique, dans les baux d'exploitation.

Un bail très classique

Générosité des moines ? On a tout lieu de penser que le contrat, comme il est normal, se faisait autour d'intérêts communs aux deux parties. Les religieux souhaitaient louer au meilleur prix, certes, mais les preneurs savaient aussi, en ne se précipitant pas à la moindre annonce de bail à prendre faite à la messe du dimanche, maîtriser, quand c'était possible, l'envolée des sommes demandées. « Ces rapports entre propriétaires et colons sont d'abord caractéristiques de l'ancienne société dans laquelle tout est compté, même la générosité » écrit Annie Antoine⁹⁷. Lorsqu'on observe les dates de signature des baux qui afferment les dîmes de Saint-Nicolas, on constate qu'à la fin de la première moitié du XVIII^e siècle jusque vers 1770, la tendance est plutôt de ne pas attendre la fin du bail pour signer à nouveau, entre dix et dix huit mois avant l'échéance du bail ; on est dans une période de stabilité des prix des baux. Après 1770-1775, les prix des baux s'envolent et dans le même temps on assiste à des signatures devant notaire juste à la date d'échéance, voire après⁹⁸. Ce que les baux constatent par un changement de formule liminaire telle que « le bail des dixmes des Champs Blancs étant expiré ». D'un côté on ne se bouscule plus pour passer des contrats devenus très chers, d'autre part, les moines attendent le dernier moment pour prendre en compte toute l'augmentation du prix. L'analyse des retards de paiement confirmerait les difficultés rencontrées par les preneurs en raison de souscriptions parfois trop élevées.

On peut observer que le fonctionnement d'un contrat de bail à dîmes n'est pas très différent de celui des exploitations, métairies ou closeries. Les mêmes règles de gestion sont appliquées à un type de revenu qui ne se différencie plus vraiment des autres redevances prélevées sur l'espace rural. Dès lors que le décimateur ne procède plus lui-même au prélèvement et qu'il abandonne, contre fermage, les opérations de ramassage, le paiement de la dîme perd une grande partie de son sens. La destination initiale est dévoyée. Il n'en reste pas moins vrai que le décimateur défend la pérennité de son revenu avec précision. S'il n'a pas à introduire dans son bail des clauses de sauvegarde du bien lui-même, comme les bailleurs le font pour contractualiser l'entretien des bâtiments et des terres d'une métairie, par exemple, afin d'en garantir leur longévité, il place très souvent une clause

97. ANTOINE, Annie, *Fiefs et villages du Bas-Maine au XVIII^e siècle. Étude de la seigneurie et de la vie rurale*, Mayenne, Éditions Régionales de l'Ouest, 1994, p. 364. L'auteur ajoute, « L'arbitraire n'a pas place dans le contrat qui lie le métayer à son propriétaire et les comptes sont simplement équilibrés ».

98. Pour ne pas surcharger de références le texte, nous ne citerons que les baux des Champs Blancs, paroisse de Marcé, qui paraissent les plus significatifs pour illustrer le propos : Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 312 (1745), 5 E 8 320 (1754), 5 E 8 bis 327 (1761), 5 E 8 bis 333 (1769), 5 E 1 1119 (1777), 5 E 8 bis 343 (1785).

particulière de garantie du revenu. On voit ces clauses se généraliser de façon systématique après 1780, quel que soit le montant du fermage. Les preneurs promettent et s'obligent à payer la somme indiquée dans le bail « sous hypothèque générale et spéciale de tous leurs biens meubles et immeubles présents et futurs⁹⁹ ». Ces clauses se retrouvent également dans les baux à ferme des terres.

Les nombreuses études de la gestion des abbayes, en particulier à partir des documents de l'époque moderne, montrent la plupart du temps des moines excellents gestionnaires, tenant à jour des suivis de recettes des différents débiteurs, choisissant avec soin leurs hommes de loi, avocats ou notaires, et pratiquant collectivement la vertu de prudence¹⁰⁰. C'est en effet « assemblé[e] au son de la cloche, à la manière accoutumée [...] par le prieur » que la communauté va recevoir ou examiner les propositions des éventuels preneurs de baux. C'est collectivement que sera prise la décision et le nombre des signatures qui accompagnent la dernière page du bail permet en outre de suivre nominativement les religieux présents dans l'abbaye suivant les époques. On trouve généralement les émargements du prieur qui a convoqué l'assemblée, du sous-prieur et des moines, et parmi eux le cellérier. C'est entre les mains de ce dernier que le preneur du bail devra effectuer ses paiements à chaque terme de l'année. Les offices ont disparu à Saint-Nicolas, avec la mise en place du concordat de 1670 et si les registres, sans doute par commodité, continuent à classer les biens de l'abbaye sous leurs anciennes appartenances de l'hôtellerie, l'infirmerie, la sacristie, etc., c'est le cellérier qui reçoit tous les revenus de la mense conventuelle au nom de la collectivité monastique.

Un bail qui dénature la dîme

Le recours à l'affermage des dîmes était donc unanimement pratiqué, à l'exception de quelques résidents des paroisses qui organisaient eux-mêmes le ramassage. Parmi eux, certains curés de paroisse ne rechignaient pas à associer à leur fonction de pasteur des âmes une activité de collecteur de la redevance. Les conflits qui résultaient nécessairement de cette situation, on fraudait la dîme quotidiennement disait Vauban, illustraient de façon

99. Tous les baux après 1780 reprennent littéralement cette clause. En voici trois exemples seulement : Arch. dép. de Maine-et-Loire, dîmes de Meigné, 5 E 8bis 341 (8 juillet 1783) ; dîmes de Contigné, 5 E 8bis 340 (20 sept. 1782) ; dîmes du Lion d'Angers, 5 E 8bis 345 (25 août 1787).

100. Parmi les nombreuses études du temporel, en particulier de la partie ouest et sud-ouest de la France, nous avons déjà évoqué les analyses de P. Loupès sur les abbayes de la Sauve-Majeure ou de Saint-Sever. L'abbaye de Sainte-Croix de Poitiers a fait l'objet d'une étude collective dans laquelle Jacques Marcadé a produit une analyse du temporel. Il y montre également l'habileté de gestion des moines. MARCADÉ, Jacques, « Le temporel à la fin de l'Ancien Régime », dans LABANDE, Edmond-René, (dir.), *Histoire de l'abbaye Sainte-Croix de Poitiers, quatorze siècles de vie monastique*. Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest. 4e série, t. XIX, années 1986/87 (Supplément au bulletin de la Soc. Antiq. Ouest. 4^e trim. 1985).

pratique l'hostilité générale à cette redevance sur les produits de la terre. Cette attitude de rejet s'amplifiait encore lorsque la dîme partait grossir les revenus soit de laïcs qui les avaient usurpées, soit des ecclésiastiques, évêques, chanoines ou religieux, qui n'avaient plus de fonction pastorale dans la paroisse et donc de raison de revendiquer ces revenus. La cession du droit à lever la dîme lors d'un bail, outre les aspects de sécurité du revenu qu'elle pouvait représenter, permettait, en conséquence, d'ignorer les conflits qui se développaient sur le terrain ou, tout au moins, de les faire supporter par les preneurs de baux. Nous avons vu que parmi les candidats à la collecte se trouvaient des gens de la terre, métayers, closiers ou vigneron qui possédaient les moyens de ramasser, stocker et négocier les produits récoltés. La passation de ces baux était pour les bailleurs l'occasion de se décharger sur les preneurs d'obligations inhérentes à leur statut de propriétaires. Il en résulte des baux complexes où les services et les biens sont mélangés et où il est bien difficile d'individualiser chacun des éléments de la rémunération. Pour illustrer cette situation, nous retiendrons deux exemples, auxquels tous les autres baux pourraient être rattachés.

C'est d'abord le cas du « lieu de la Barre » où les religieux de Saint-Nicolas possédaient une propriété, sorte de lieu de repos, associée à une closerie et quelques quartiers de vigne. Ils prélevaient également la dîme dite de l'Aumosnerie de la Barre sur quelques métairies alentour. Dans le bail qu'ils ont signé avec René Beauchesne, vigneron, le 2 septembre 1736¹⁰¹, ils affermaient les dîmes, la closerie et les quartiers de vigne, le tout ensemble. Par ailleurs ils exigeaient certains services du preneur du bail pour agrémenter leurs séjours dans le village : fourniture de produits frais, tels que laitages divers, crème, légumes particuliers, artichauts dont deux carrés devaient être rétablis, fruits de certains arbres spécifiés, entretien des allées et terrasses avec de la pelouse, etc. Ces prestations avaient pour but de rendre plus agréable leur séjour dans leur propriété de la Barre. Mais les religieux n'y venaient pas seulement en villégiature, ils étaient aussi présents au moment des vendanges pour surveiller la récolte dans les parcelles, et s'assurer du paiement de la dîme¹⁰². Les moines gestionnaires avisés joignaient ainsi l'utile à l'agréable. Cependant ce mélange d'obligations et de contreparties, financières ou en nature, souffre d'un manque de clarté. Le bail fournit bien la somme totale que le preneur devait payer, 150 livres,

101. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 297, bail du 2 septembre 1736.

102. Cette pratique est fréquente en Anjou : on vient dans la closerie au moment des vendanges. L'organisation des bâtiments l'autorise souvent et la description des baux d'une closerie fait apparaître un « logement pour le propriétaire et un pour le closier ». Le curé de Beaucouzé, dans l'état qu'il donne aux administrateurs du district d'Angers en 1790 (Arch. dép. de Maine-et-Loire, 1 Q 1189, p. 3), déclare se réserver « [d']une chambre dans la maison, [de] l'exploitation du pressoir, de l'écurie et de la cave [...] » avec l'obligation de nourrir les vendangeurs. B. Maillard dans sa thèse observe une organisation identique traduisant la préoccupation des propriétaires d'éviter les détournements de vendanges et de séjourner à la campagne à un moment de réjouissances. MAILLARD, Brigitte, *Les campagnes de Touraine au XVIII^e siècle. Étude d'histoire économique et sociale*. Thèse pour le doctorat d'État, Rennes 2, 1992, dactylogramme, p.727.

mais, même si un détail par pièces est indiqué, les dîmes n'apparaissent pas dans cette section du bail. Une sorte de troc était institué : le closier fournissant tous les services demandés par les religieux, il assurerait la culture des quartiers de vignes appartenant à l'abbaye et se rémunérerait en prélevant les dîmes.

Dans la paroisse de Beaucouzé, les religieux de Saint-Nicolas ont besoin de main-d'œuvre pour faire valoir les quartiers de vigne qu'ils possèdent dans les closeries de Nid-de-Pie et de l'Aumosnerie. La closerie de Nid-de-Pie a été donnée à bail à un vigneron nommé René Guérin. Mais dans le lot de la mense conventuelle se trouve un certain nombre de quartiers de vigne, 24, autour du village de la Barre et 3 autres, tout proches, à la Ballue. En 1675, les religieux passent un bail avec le vigneron. Ils lui cèdent les dîmes qu'ils ont le droit de lever sur les paroisses de Saint-Nicolas d'Angers et Beaucouzé¹⁰³ ; René Guérin les connaît bien pour les avoir recueillies en tant que métivier. Il va donc ramasser les dîmes de blé et de vin pour son propre compte et en échange, il s'oblige à « façonner les vignes des trois façons ordinaires », à préparer les cuves et les portoirs¹⁰⁴ pour les vendanges et à fournir en main-d'œuvre quatre journées d'homme, pour faire fonctionner le pressoir. D'autres baux au XVIII^e siècle apportent d'autres précisions sur le fonctionnement de cette association ; les religieux demandent au preneur du bail d'effectuer d'autres travaux pour leur compte, notamment la plantation de nouveaux pieds de vigne pour remplacer les vignes arrachées ou celles qui n'ont pas supporté l'hiver de 1709¹⁰⁵. Ce deuxième exemple illustre deux constats. Le premier met en évidence que les dîmes servent ici de monnaie d'échange dans une transaction dont le cœur est le besoin de main-d'œuvre des religieux. Le vigneron se paie de son travail en prélevant les dîmes à la place de l'abbaye. Mais là encore s'il est possible d'évaluer la prestation fournie par le preneur du bail en termes de journées de travail, en l'absence de documents détaillant de manière précise les dîmes, il n'est pas possible d'observer si le marché est équilibré. Le second constat tient à la nature du contrat passé entre les parties. Lorsque le vigneron échange son travail contre une rémunération, même si ce sont des dîmes, on reste dans la logique d'un contrat de travail. Mais quand on adjoint au contrat douze boissellées de terres labourables ou un arpent de pré que le preneur pourra exploiter pour son propre compte, on change la nature de la relation entre les parties. Les termes de l'échange puisent leur raison d'être dans un référentiel différent. L'échange « façons de vigne » contre dîmes s'apparente à un contrat de travail et à sa logique. Par contre la mise à disposition de terres dans le cadre de l'exploitation ressort du lien propriétaire-exploitant et d'un contrat foncier. Les échanges

103. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 441, bail du 3 août 1675, chez Jean Portin, copié dans le registre des baux.

104. Matériels pour récolter le raisin.

105. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5 E 8 282 bail de l'Hôtellerie, 28 sept. 1725. « S'obligent de planter chacun an cinq cents de bonne plante chevelue qu'ils fourniront, graisseront et gueretteront suivant la coutume et usage du pays sans aucun payment ».

créés autour du bail s'inscrivent à l'intérieur de relations qui participent de marchés différents. En termes d'analyse de système cette situation peut être caractérisée comme le résultat d'« un concept pas très pur¹⁰⁶ ».

L'abbaye utilisait donc très largement le système des baux pour tirer le maximum de ses droits à lever les dîmes. On aura remarqué que c'est la plupart du temps autour des closieries liées à la vigne que se développaient les contrats complexes. C'est en effet dans ce secteur d'activité agricole que les religieux intervenaient le plus directement. Des closieries viticoles avaient été de longue date confiées à des vignerons, mais le concordat de 1670 avait attribué à la mense conventuelle toutes les parcelles de vignes restantes. Il fallait, en conséquence, trouver les moyens pour faire valoir ces terres et les religieux n'ayant pas de manœuvres pour faire exécuter les travaux dans les vignes se servaient des dîmes pour faire face à certaines obligations qui leur incombait en tant que propriétaires¹⁰⁷. Il reste une question à poser concernant ces contrats affermant les dîmes : étaient-ils des contrats équilibrés ? Quelle était la proportion de son revenu que le décimateur devait abandonner au fermier pour le rembourser de ses dépenses et le payer de son travail ? Paul Gagnol avance le chiffre de « au moins le 5^e ». Peut-on, avec lui, affirmer que « le bénéfice des preneurs était souvent plus considérable encore¹⁰⁸ » ? Pour l'abbaye Saint-Nicolas il n'existe pas de données chiffrées pour nous autoriser à confirmer cette assertion. Seul le billet de 1716 confiant le ramassage des Grandes Dîmes de Beaucouzé à trois fermiers fournit une réponse partielle : « Le père cellerier nous donnera à la fin de la mesurée le sixième septier de chaque espèce de grains¹⁰⁹. » C'est donc un minimum de 1/6^e, soit 16,5 %, et sans doute plus, que le décimateur doit payer pour le seul ramassage des dîmes.

Conclusion : les dîmes, avaient-elles perdu leur âme ?

Au bout du compte, après avoir tracé le tableau des bénéficiaires de la dîme et observé les pratiques de ces derniers pour percevoir leur revenu,

106. BÉAUR, Gérard, « Contrats d'exploitation et système de contrats », dans *Exploiter la terre. Les contrats agraires de l'Antiquité à nos jours. Actes du colloque international de l'Association d'Histoire des Sociétés Rurales (Caen, 10-13 septembre 1997)*. Textes réunis par Gérard Béaur, Rennes, PUR, 2003, 591 p.

107. À l'abbaye de La Sauve-Majeure, en 1737, les moines « cèdent pour neuf ans les dîmes de la paroisse de Lugaïnac près de Branne à deux couvreurs... contre l'entretien des bâtiments minutieusement énumérés... », LOUPÈS, Philippe, « L'Abbaye de la Sauve-Majeure... », *loc. cit.*, p. 310.

108. GAGNOL, Paul, *La Dîme ecclésiastique en France...*, *op. cit.*, p. 125. Il ajoute que « L'impopularité de la dîme dans certaines régions doit être imputée aux fermiers, gens pour la plupart sans entrailles, qui n'avaient qu'un but, faire rendre le plus possible à leur ferme. ». On peut sans doute corriger cette vision un peu générale par le fait que les fermiers des dîmes après une série de mauvaises années avaient aussi des difficultés pour payer leur fermage : MARCADÉ, Jacques, « La dîme au XVIII^e siècle : l'exemple du diocèse de Poitiers... », *loc. cit.*, p. 63

109. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 588.

on arrive à la conclusion que « les paroissiens pouvaient, à juste titre, se demander si c'était toujours un impôt d'Église qu'ils continuaient à payer ». Entre la dîme, la rente foncière ou les droits seigneuriaux les différences n'étaient plus forcément très nettes.

La dîme était en effet imbriquée dans le système seigneurial. Les usurpations avaient très tôt assimilé les dîmes aux droits seigneuriaux. Les abbayes les avaient incorporées, dans certains cas, à leurs autres redevances pour ne plus les en distinguer. Au cours du XVIII^e siècle les seigneurs doivent défendre leurs droits et rassembler les textes qui justifient leur propriété. Obligation était faite aux vassaux de produire aveux et dénombrenements, contrats de vente ou acquêts de leurs héritages. Pour la dîme, par contre, possession valait titre, aucun document n'était exigé. Leur droit ne leur était que très peu contesté, sauf parfois pour les cultures nouvelles. Pour la collecte on s'en rapportait à l'usage, à la mémoire des ramasseurs de dîmes. D'où l'intérêt de mettre à jour le papier décimal. Celui-ci très souvent ne disait rien sur les modalités du prélèvement mais se révélait précieux pour lutter contre les usurpateurs, clercs ou laïcs tentés de bousculer les limites des aires de recouvrement. En effet l'exercice des droits seigneuriaux était en lien direct avec la possession du sol alors que la faculté de lever la dîme était indépendante de cette possession.

La dîme avait aussi basculé dans un système de fermage qui éloignait les religieux décimateurs des paysans et propriétaires dont les récoltes étaient sujettes aux prélèvements. Au XVIII^e siècle, l'évolution de la portion congrue trahit le dévoiement du système. Revenu de substitution, la portion congrue aurait pu remettre un peu de droit, sinon de justice, tout en entérinant la perte de sens de la dîme. Les gros décimateurs transférèrent cette charge sur leurs fermiers. Ils dénaturaient ainsi encore un peu plus le système. Mais c'est sans doute avec la pratique de la ferme que la dîme achève de perdre son sens. La ferme rend possibles les détournements, ouvre la porte à des manipulations spéculatives.

Le bail de dîmes ne se distingue pas des autres baux et suit les mêmes évolutions que les grandes fermes. Pour celles-ci, le début du XVIII^e siècle est marqué par les disettes que l'on peut identifier sur les graphiques climatiques¹¹⁰. Puis les loyers s'envolent après 1770 pour se calmer quelques années avant la Révolution. Les baux de dîmes s'inscrivent dans les mouvements généraux de l'économie. Certes il serait présomptueux de vouloir dessiner précisément des tendances à partir des données que nous fournit l'abbaye Saint-Nicolas. Mais la spéculation sur les dîmes s'inscrit dans l'ensemble du marché foncier d'une zone proche d'Angers et ne s'en distingue pas. Les religieux de Saint-Nicolas, et leurs fermiers, n'ont sans doute pas fait autre chose que de suivre les tendances du marché dans lequel ils se trouvaient.

110. LEBRUN, François, *Les Hommes et la mort en Anjou...*, *op. cit.*, cartes et graphiques, n° 41, « Le climat de l'Anjou aux XVII^e et XVIII^e siècles », p. 502-503.

Par ailleurs, les religieux géraient en propriétaires avisés leurs dîmes et leurs biens, dont le caractère ecclésiastique était imperceptible. Leur gestion paraît avant tout s'apparenter, pour reprendre l'expression commune des baux eux-mêmes, à celle de « bon père de famille » qui savaient utiliser toutes les finesses du bail pour gérer leurs dîmes. Ainsi ils « baillaient » de la manière la plus classique, contre monnaie sonnante et trébuchante, les dîmes qu'ils étaient en droit de lever dans une paroisse ou un lieu précis. C'est le cas des dîmes du Lion-d'Angers ou de la métairie de Meigné. En revanche, ils étaient souvent à la recherche de main-d'œuvre. Ils gardaient en faire-valoir direct un certain nombre de quartiers de vignes qu'ils faisaient travailler par un vigneron, de préférence un de leurs closiers. La dîme des autres vignes, la plupart du temps, servait alors à rémunérer le travail du vigneron. Ils limitaient ainsi l'usage du numéraire. Les religieux savaient compliquer ce schéma en ajoutant soit des pièces de terres labourables ou des prés avec les vignes, soit des obligations de services, de charrois par exemple, dont ils avaient besoin. Les dîmes autour du lieu de la Barre ou de l'Hôtellerie étaient souvent affermées de la sorte.

La préoccupation d'identifier un revenu religieux, pris sur les produits de la terre, prélevé avant toute autre redevance, portant le symbole d'une offrande à Dieu pour l'entretien de ses ministres, avait disparu progressivement dans les méandres des transactions financières. Les desservants des paroisses n'en recevaient plus qu'une partie, parfois minime. Certains curés ou vicaires percevaient déjà une somme fixe en argent annonçant la transformation possible du système. Les cahiers de doléances réclamèrent la suppression de la dîme, comme des droits seigneuriaux, et un changement complet du système des impôts. Les « Doléances, Vœux et Pétitions¹¹¹ », proposés aux représentants des paroisses pour les aider dans la rédaction de leurs cahiers, apportaient des solutions pour le rachat des dîmes et l'instauration d'un traitement pour les vicaires afin de leur éviter des « quêtes avilissantes ». Le grand courant de réformes allait subir le choc de la Révolution. Le 5 août 1789 un décret de l'Assemblée Nationale mettait fin aux privilèges. Dans sa séance du 9 avril 1790 l'Assemblée décréta que les dîmes seraient encore perçues en 1790 mais qu'elles cesseraient de l'être au 1^{er} janvier 1791. Pour indemniser le clergé de la perte de ses dîmes on assura aux curés 1 200 à 2 000 livres et aux vicaires, en général, 700 livres. L'abbé Grégoire proposa de doter curés et vicaires en fonds de terre jusqu'à concurrence de la moitié de leur pension. Cette mesure avait entre autres avantages, celui de diminuer les charges nouvelles engendrées par l'indemnisation. La proposition fut rejetée¹¹². Les bénéfices ecclésiastiques étaient remplacés par des salaires pour les pasteurs de l'Église constitutionnelle.

111. LE MOY, *Cahiers de doléances des corporations de la ville d'Angers...*, *op. cit.*, p. CLXXXIX, « Pour les représentants des paroisses de... aux assemblées de la nation, pour les états généraux, rédigés par un laboureur, un syndic et bailli de campagne ».

112. *Le Moniteur*, séance du 10 avril 1790.

RÉSUMÉ

Dans l'historiographie de la France d'Ancien Régime, l'étude du temporel des abbayes est un thème qui a très largement été développé. Parfois richement dotés par leurs fondateurs, les monastères se sont efforcés, au cours des siècles, de protéger un patrimoine suscitant très souvent l'envie, du pouvoir séculier en particulier. Les dîmes se retrouvent dans tous les inventaires des biens des abbayes. Si leur importance est variable d'un endroit à un autre, les modes de gestion appliquent la plupart du temps les mêmes principes. Parmi ceux-ci le papier décimal occupe une place centrale. À l'abbaye Saint-Nicolas d'Angers les archives nous ont légué un de ces documents, magnifiquement conservé. Il est exemplaire de la précision et de la ténacité qu'avaient les moines dans la défense de leurs intérêts, à la veille de la Révolution. Il éclaire aussi précisément ce prélèvement dont on sait qu'il n'avait pas bonne réputation.

ABSTRACT

The temporalities of abbeys in Ancien Régime France have been the object of extensive research. In the course of centuries, monasteries sometimes generously endowed by their founders, tried to protect their patrimony often coveted by the secular power in particular. Tithes appear in all inventories of the property of abbeys. If their importance varies from one place to another, most of the time, managing procedures follow the same principles. Among these, the "papier décimal" (a thorough and precise description of all elements used as a basis for taxation) plays a central role. In the Archives of Saint-Nicolas d'Angers abbey, we find one of these exceptionally well preserved documents. It is a very good example of the monks' determination to defend their interests on the eve of Revolution. It also provides a clear insight into this tax, known as not being popular.